

Les Effets de la Dette Extérieure sur La Croissance et les investissements dans les PPTE africains: Analyse par la méthodes des moments généralisés

[Disponible en mode multipage](#)

par Alain Konso Bola
 Université de Kinshasa
 Traductions: Original: [fr](#) Source:

UNIVERSITE DE KINSHASA
 FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION



Département des Sciences Economiques
 Option : Economie Mathématique

Mémoire de fin d'étude

Présenté et soutenu

Les Effets de la Dette Extérieure sur La Croissance et les investissements dans les PPTE africains:
 Analyse par la Méthode des Moments Généralisés (GMM)

Par

KONSO BOLA Alain

Deuxième licence en économie mathématique

Directeur : Prof KINTAMBU MAFUKU

Rapporteur : CT LUWA

Année académique 2004-2005

INTRODUCTION GENERALE

1. Problématique

Durant les deux décennies précédentes, l'environnement économique des pays à faible revenu, particulièrement l'Afrique centrale, fut marqué par une crise de la dette extérieure très élevée qui de nos jours, continue à demeurer un obstacle majeur pour ces pays afin d'atteindre les Objectifs du Développement pour le Millénaire.

Aussi, cette crise de la dette extérieure élevée reste encore dans les débats des hommes politiques et de l'opinion publique à travers le monde comme étant l'un des principaux facteurs contribuant à restreindre ou limiter le développement économique de ces pays pauvres ; vu que la plupart d'entre eux (pays pauvres) ont contracté de grands emprunts excessivement élevés au cours des décennies passées, souvent avec des taux d'intérêts sous des conditions privilégiées.

En effet, ces pays ont bénéficié des prêts très élevés combinés parfois avec de faveur qui en principe, pouvait permettre leur développement en accroissant les investissements pour accélérer une croissance durable.

En revanche, il s'est fait constater au début des années 80 que les ratios d'endettement atteignaient des niveaux insoutenables à telle enseigne que le remboursement de la dette devenait pratiquement impossible.

D'ailleurs, l'ensemble de la dette extérieure des pays pauvres estimés à 37,4% de leur Produit Intérieur Brut (PIB) cumulés fut multipliés par quatre durant ces seules 20 dernières années^{1(*)}.

Ainsi, bien que les remboursements de la valeur actualisée nette (VAN) sur les obligations ne soient virtuellement pas possibles comme dit ci haut, ceux-ci (remboursements) pourraient sévèrement contraindre si possible les performances économiques des pays endettés. Surtout que les ressources transférées au titre des services de la dette atteignent des proportions vraiment élevées par rapport aux capacités de financement et aux besoins de financement de ces pays, c'est à dire que ces services de la dette privent leurs populations aux besoins fondamentaux en compromettant leur épanouissement et développement.

Cependant, vers la fin des années 90, la campagne « **Pour l'an 2000, annulons la dette** » ayant connu un succès fou avec la plus grande pétition jamais réalisée auparavant (24 millions des signatures ont été recueillies) a permis d'obtenir des mesures d'allègement des dettes impensables par les principaux bailleurs des fonds.

Par conséquent, les institutions de Bretton Woods (Fonds monétaire international et banque mondiale) aussi bien que les créditeurs bilatéraux ont apporté au traditionnel mécanisme d'allègement existant, l'initiative PPTE renforcé.

Cette initiative en faveur des PPTE fournit une assistance conditionnelle se rapportant à des politiques économiques d'ajustement et quelques critères de performances^{2(*)} afin de permettre aux pays éligibles de bénéficier d'un allègement de l'ordre de 80% de la VAN, et ainsi rendre la dette à un niveau soutenable. Et avec les ressources qui devraient être remboursées au service de la dette, les pays éligibles devront alors élaborer des stratégies dans un document (DSRP) pour éradiquer la pauvreté et relancer la croissance économique.

De tout ce qui précède, il s'avère que les niveaux insoutenables de la dette extérieure des pays pauvres (Afrique centrale) sont le symptôme d'un problème beaucoup plus important à savoir la faiblesse de la croissance économique ; De ce fait, les préoccupations de notre étude consistent à répondre aux questions suivantes :

- Existe-t-il un seuil critique au-delà duquel la dette extérieure influe-t-elle négativement sur les performances économiques des pays de l'Afrique centrale ?
- Les investissements constituent le canal par lequel les effets négatifs de la dette extérieure se matérialisent ou se manifestent-ils ?

Nous allons délimiter notre analyse temporellement de 1980 à 2000, période au cours de laquelle a surgi le problème de la dette dans les économies africaines. Et

comme champs d'analyse, nous utilisons un panel des pays de l'Afrique centrale ayant déjà atteint le point de décision de l'initiative en faveur des PPTE, présentement.

2. Hypothèse de l'étude

Dans notre étude, nous retenons pratiquement trois hypothèses que voici :

Ø La dette extérieure en Afrique centrale a une relation non linéaire avec le taux de croissance du PIB ;

Ø Le paiement futur de service de la dette (décrit par le poids du stock de la dette) en augmentant la probabilité d'un accroissement de la pression fiscale future décourage l'investissement domestique et étranger (debt overhang) ;

Ø Le service très important de la dette extérieure en évinçant les ressources destinées à l'investissement public moteur de la croissance dans les PPTE, constitue un frein à la croissance économique ;

3. Intérêt du sujet

Au cours du mois de juillet 2005, il s'est tenu à Addis-Abeba, le IV^{ème} sommet de l'Union Africaine avec comme thème principal : L'annulation totale de la dette extérieure de l'Afrique ; Juste avant le sommet de G7 à Gleneagles sur le problème de la dette toujours. Il s'avère que la dette constitue une entrave rongant les économies africaines.

D'où, un tel exercice cherchant à déceler le seuil de l'endettement soutenable pourrait, dans la mesure du possible, pousser les gouvernements des pays pauvres de bien ajuster leur politique d'endettement extérieure.

4. Objectifs spécifiques de l'étude

Dans notre étude, nous aimerions vérifier premièrement, les effets de la dette extérieure à travers l'effet d'éviction du service de la dette et l'existence d'une relation entre la courbe de Laffer de la dette et la croissance dans les économies des PPTE de l'Afrique centrale particulièrement ; Ensuite, nous cherchons aussi à savoir comment cet effet de la dette sur ces économies va -t-il se manifester et finalement nous aimerions vulgariser les estimateurs des moments GMM dans notre faculté étant donné qu'il a plusieurs avantages que le traditionnel Moindres carrées ordinaires (OLS).

5. Approche et Méthodologie

L'analyse sous-étude sera basée sur les analyses des régressions multiples pour atteindre notre objectif.

Nous retenons certaines variables décisives de la croissance économiques pour les pays africains notamment : le revenu national réel par tête d'habitant (décalé pour tenir compte de la théorie de convergence), le taux d'investissement, l'aide publique au développement, la population, un indicateur de l'ouverture au commerce extérieur, le solde budgétaire pour établir la différence des politiques mises en oeuvre et enfin les chocs extérieurs mesurés par le terme de l'échange.

En plus des indicateurs de la dette extérieure en valeur nominale ou faciale, nous avons aussi le ratio des services de la dette et les exportations.

En effet, en utilisant une forme quadratique pour voir la relation non linéaire entre la dette et la croissance, deux méthodes d'estimation vont nous permettre de tester la robustesse de nos résultats, il s'agit de :

Ø Les effets fixes individuels (estimateur within) pour tenir compte de certains éléments nationaux spécifiques non observés tels que la qualité et l'historique des institutions etc. et nous assurer que les résultats ne sont pas influencés par les effets spécifiques liés au temps

Ø Le système GMM de la méthode des moments généralisés afin de corriger le biais introduit par la variable décalée du revenu national par habitant et l'endogénéité de certaines variables

Et puis nous allons estimer un modèle des investissements avec comme variables explicatives : l'aide extérieure, le revenu national réel par tête d'habitant, le taux d'ouverture commerciale, le ratio de service de la dette aux exportations et les différents indicateurs de la dette en valeur nominale rapportés aux exportations et au PIB. Cela en vue de savoir si ce dernier constitue le canal par lequel les effets de la dette se traduisent et si le service de la dette évince les investissements.

6. Revue de la littérature

Il existe des articles, documents de travail, draft assez nombreux sur la question qui est sous analyse ; Ainsi, nous avons passé en revue diverses littératures notamment :

OCDE (1984) dans son rapport « étude 1983 » met en exergue l'évolution générale de la situation de l'endettement des pays en développement au cours des années 60, 70, et au début 80. Il énumère trois éléments qui se sont conjugués pour donner naissance aux problèmes de la dette, à savoir :

- Les grandes mutations de l'environnement économique mondiale au cours de la période 79-83 imputables notamment à la priorité accordée par les pays riches aux objectifs de stabilisation et de croissance à moyen et long terme occasionnant une accentuation de la récession et une forte désinflation ;
- Les emprunts excessifs contractés auprès du secteur bancaire par certains pays en développement et en retour, les crédits excessifs accordés par le secteur bancaire à ces mêmes pays à la suite du second choc pétrolier ;
- Enfin, l'adoption dans bon nombre des PED des stratégies économiques inapplicables durablement.

En plus, ce rapport relève le fait que les pays à faible revenu soient dans une situation insoutenable est dû à la fragilité de leur économie surtout qu'ils bénéficient des prêts à de taux très concessionnels.

Hansen (2001), quant à lui, tient compte des spécificités de financement des pays pauvres en analysant l'impact de l'interaction entre l'aide au développement et la dette extérieure sur la croissance de 54 pays en développement en mettant en évidence l'existence d'une courbe de Laffer de l'aide. D'après lui, cet impact négatif de la dette serait assez important dans les pays dépendant fortement de l'aide extérieure.

Yapo (2001) trouve dans une étude empirique que le taux de croissance du PIB évolue dans le sens contraire de l'endettement en Côte d'Ivoire. Donc, un taux de croissance économique assez élevé réduit les opportunités d'endettement ; ce qui lui amène à la conclusion selon laquelle les performances macro-économiques ont tendance à limiter dans une certaine proportion les contraintes liées aux besoins en capitaux extérieurs.

Patillo, Ricci et Poirson (2002) étudient le fait qu'aurait le doublement de la dette sur la croissance et ont trouvé une réduction du PIB per capita pour plus de la moitié des points de pourcentage.

En prenant comme base l'endettement extérieur moyen des PPTE en 2000 (300% des exportations et 80% du PIB), ils étudient l'effet qu'aurait une réduction de la dette de moitié des PPTE et trouvent une augmentation du taux de croissance du PIB par tête d'un point de pourcentage.

Néanmoins une limite apparaît dans son analyse du fait que son raisonnement est appliqué aux PPTE mais basé sur un échantillon incluant de non-PPTE.

Ils confirment la thèse du surendettement car il trouve qu'au-delà de 160-170% du ratio de la dette sur les exportations et 35-40% de la dette sur le PIB en valeur nominale, la dette rend négative la croissance.

Clements et al (2003) estiment un modèle de croissance retenant l'hypothèse du fardeau virtuel de la dette, et arrivent à conclure qu'une diminution 6 point de pourcentage du PIB du service de la dette va accroître l'investissement de 0,75 à 1 point du PIB et la croissance de 2 points de pourcentage.

Enfin, ils concluent que si la moitié du service de la dette est annulée sans hausse du déficit budgétaire, la croissance augmentera dans quelques PPTE par 0,5 point de pourcentage par an. En plus, ils confirment cette thèse de la courbe de Laffer de la dette car il trouve qu'au-delà de 50% de la dette en valeur nominale sur le PIB et 20-25% en valeur actualisée, la dette va rendre la croissance négative.

Idlemoudden et Raffinot (2005) pensent que la dette extérieure constitue un fardeau pour une économie. Ils disent que le paiement du service de la dette tend à évincer les dépenses publiques menant à une baisse de l'investissement global et son poids futur décrit par l'encours influencerait sur les incitations des agents économiques privés via l'accroissement de la pression fiscale. Ensuite, cet effet selon les auteurs, ne va se manifester qu'à partir d'un certain niveau justifiant ainsi l'annulation partielle de la dette lorsque ce seuil est dépassé.

Ainsi, après la lecture de la littérature de ces différentes études théoriques et empiriques sur l'impact négatif de la dette extérieure sur la croissance des pays pauvres, nous retenons la théorie de la relation non linéaire de la dette et la croissance. Cela tout simplement, du fait que la dette ayant pour objectif principal d'accroître la croissance, devient une entrave à la croissance de cette économie lorsqu'elle atteint un certain niveau.

7. Canevas de l'étude

Outre l'introduction qui fait le diagnostic et la conclusion, le premier chapitre définit les concepts de base et passe en revue la théorie entre la dette et la croissance.

Le deuxième chapitre présente les effets de la dette sur les performances économiques en Afrique centrale et enfin, au dernier chapitre, il sera question de faire une analyse empirique pour vérifier nos hypothèses et atteindre notre objectif spécifique.

Chapitre Premier

ANALYSE CONCEPTUELLE & THEORIQUE SUR LA DETTE EXTERIEURE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Il est question dans ce chapitre qui comporte essentiellement quatre sections, de faire une nette et brève explication aux divers concepts que nous allons utiliser tout au long de notre étude pour une bonne compréhension de la littérature à la première section, puis à la deuxième, nous connaissons ce que nous renseigne la théorie économique sur la relation entre la dette extérieure et la croissance économiques.

Ensuite, nous allons aborder le problème surgissant lors du surendettement et enfin nous verrons les différentes initiatives en la matière pour résorber le problème du surendettement.

1.1 Définition des Concepts

Dans cette section, nous donnons les sens des concepts utilisés dans notre étude.

1. La dette

D'après le dictionnaire de Petit Robert, c'est l'obligation pour une personne (débitrice) à l'égard d'une autre (créancier) de payer une somme d'argent.

Bongoy (2005) parle de la dette lorsque le débiteur (emprunteur) doit au créancier (prêteur) la somme empruntée plus intérêt qui est la rémunération du capital prêté, souvent exprimé en pourcentage de ce capital^{3(*)}.

Cependant, il existe plusieurs différents types des dettes en finances publiques notamment :

Ø la dette publique :

C'est un ensemble des engagements financiers contractés par l'Etat (net des remboursements effectués) ou encore c'est l'ensemble des sommes dues par l'Etat par suite de sa politique d'emprunt. Appelé aussi dette de l'Etat, elle comprend outre l'ensemble des engagements contractés par l'Etat, diverses distinctions sont également utilisées pour l'analyse de son montant.

Ø Dette viagère

Elle est constituée surtout des prévisions (retraites des fonctionnaires, victimes des guerres et leurs ayants droits) et ne peut faire l'objet d'une évaluation en capital.

Ø Dette perpétuelle

Bernard et Coli (1996) disent que c'est celle dont le remboursement peut-être indéfiniment différé sous réserve des paiements des intérêts ; Ici, le débiteur n'est jamais tenu d'en rembourser le capital, la charge est réduite aux intérêts^{4(*)}.

Ø Dette amortissable

C'est une dette remboursable à terme fixe ou par annuités comprenant les emprunts obligataires d'une durée de 10 ans au moins, les emprunts à moyen terme et à long terme. On y inscrit aussi les engagements contractés par l'Etat comportant un règlement par annuités^{5(*)}.

Ø Dette flottante

Elle comprend les bons de trésor et les certificats de trésorerie. Elle se caractérise non seulement par la courte échéance des titres la composant mais également par le caractère continu des opérations d'émissions et de remboursement. De ce fait, son volume varie en fonction de la différence quotidienne entre la souscription et le remboursement.

Ø Dette commerciale, selon Robert (2002), c'est l'ensemble des engagements contractés par un Etat auprès des banques étrangères commerciales ;

Ø Dette politique, c'est le concours des institutions monétaires internationales et avances consenties par les Etats étrangers ;

Ø Dette extérieure, c'est l'ensemble de la dette politique et commerciale selon le dictionnaire petit Robert et Bongoy (2005) dit que c'est l'ensemble des dettes contractées par les nationaux avec le reste du monde.

Ø Dette garantie, celle contractée par un organisme autre que l'Etat mais dont le remboursement est garanti par l'Etat au cas où le débiteur serait défaillant.

2. Moratoire : c'est une mesure qui suspend la déchéance d'un droit ou l'échéance d'un engagement ; 3. Terme de l'échange

C'est un indicateur permettant d'apprécier l'avantage qu'une économie donnée retire de ses relations commerciales avec l'extérieur ; son analyse a pour objet de calculer le prix payé par une nation pour se procurer à l'extérieur ce qu'elle ne fabrique pas chez elle.

4. le taux de croissance de PIB

Le PIB qui est le produit intérieur brut se définit de 3 manières à savoir par l'équilibre comptable, c'est la somme des biens et services produits par des unités résidentes pour des emplois ; par la somme des valeurs ajoutées produites par les branches de l'économie plus les impôts sur les produits moins les subventions sur les produits car la valeur ajoutée est mesurée par le prix de base ; Enfin par la somme des rémunérations des salariés versées par les unités résidentes.

Ainsi le taux de croissance du PIB est la mesure de l'évolution relative du PIB entre deux périodes distinctes^{6(*)}

5. Accords de rééchelonnement de la dette

Ce sont des accords entre un débiteur et ses créanciers pour modifier les échéances des remboursements et/ou un moratoire de remboursement.

6. Les Programmes d'Ajustements Structurels (PAS)

Les PAS du fonds monétaire international sont des politiques de stabilisation de grande ampleur dont l'application est une condition au rééchelonnement de la dette de certains pays en développement.

7. Exportation et importation

Les exportations représentent la valeur des biens et services fournis par des unités résidentes à des unités non-résidentes. Compte tenu de la définition de la résidence, il n'est pas nécessaire que les produits franchissent les frontières. Quant aux importations, c'est justement l'opération inverse.

8. Club de Paris

C'est un groupe informel de gouvernements créanciers se réunissant régulièrement à Paris depuis 1956, le secrétariat étant assuré par le trésor français. Les créanciers rencontrent les pays débiteurs afin de convenir avec eux des mesures de restructuration de leur dette, mesures qui entrent dans le cadre de l'aide internationale accordée aux pays confrontés à des difficultés de service de leur dette mettant en oeuvre des programmes d'ajustement soutenu par un accord du Fonds monétaire international.

9. Aide Publique Internationale (au développement)

Il s'agit du financement d'origine publique comportant une partie « don » au moins égal à 25% du total et destinés à financer le développement économique et le niveau de vie des pays en développement.

I. 2. Analyse théorique sur la dette extérieure et la croissance

I.2.1. Généralités

Il est très vital pour un pays d'emprunter à l'étranger afin d'ajuster la croissance économique. Cette possibilité d'emprunt à l'étranger procure de vastes perspectives, mais cela peut aussi exposer le pays à des graves dangers.

A la base de toute théorie d'endettement, la capacité de remboursement du pays endetté et le seuil de l'endettement insupportable s'y trouvent. La contrainte du remboursement ne se justifie que si elle n'est annexée au taux de croissance de l'économie, à un ajustement des structures économiques par choix des investissements productifs qui permettent par le truchement de l'accroissement des exportations, le paiement du service de la dette en devise. Ainsi compris, l'endettement favorise le développement.

Un autre thème relatif à l'économie de l'endettement étudie l'inter indépendance entre le financier et l'économique ; c'est à dire la logique d'endettement relève d'une approche différente de celle du crédit.

Dans l'économie traditionnelle du crédit, une institution recourant à ce mode de financement est tenue au remboursement du prêt selon les conditions des coûts, de calendrier et de durée initialement prévue dans les clauses d'endettement.

Par contre il y a rupture réelle provoquant l'arrêt brutal de crédit et l'effondrement des échanges internationaux si les clauses ne sont pas respectées. Or l'économie d'endettement assure la continuité réelle des liens économiques à l'aide de la flexibilité et la globalité du système financier international apparaissant à travers les mécanismes d'endettement.

Cela étant, si l'endettement assure la continuité réelle des échanges internationaux, il ne présente pas forcément leur chance de réussite.

Il y a une relative indépendance entre les conditions financières de l'emprunt et la rentabilité économique de l'investissement financé par l'endettement⁷⁽²⁾.

D'autres contraintes notamment celles des liquidités et de solvabilité sont également dissociables difficilement au cours des mécanismes de l'endettement.

A ajouter la conditionnalité exprimant une limitation d'ordre endogène comme les contraintes de liquidités et de solvabilité mais d'ordre exogène, déterminés par des distorsions structurelles. Elle se présente comme un processus d'ajustement qui modifie à la fois le comportement des créanciers et du pays endetté.

I.2.2. Dette extérieure et croissance : Théorie économique

Dans l'analyse économique, il y a principalement deux courants qui s'affrontent sur les théories économiques, à savoir les keynésiens et les néoclassiques.

Concernant la théorie sur la dette extérieure et la croissance, les keynésiens pensent que l'endettement n'occasionne des charges ni pour les générations futures ni pour des générations présentes du fait des investissements qu'il génère. En fait, le modèle de l'Etat selon les keynésiens, tire ses fondements dans la demande globale et sur ses effets multiplicateurs et accélérateurs, caractéristique fondamentale de cette théorie.

Dans cette approche, l'endettement entraînant la relance de la demande provoque par l'effet accélérateur une hausse plus proportionnelle de l'investissement, qui à son tour incite une hausse de la production.

Le déficit budgétaire menant par ses flux successifs à augmenter le stock de la dette produit l'expansion du cycle économique par la demande et l'investissement autonome. Ainsi, le déficit auquel correspond l'emprunt stimule la demande et permet d'alléger le coût de son remboursement seulement et probablement qu'en situation de sous-emploi des ressources productives.

Par contre les classiques considèrent l'endettement comme un impôt futur et l'imputent à l'Etat, une connotation négative car selon eux, l'endettement public défavorise l'accumulation du capital et la consommation des générations présentes et futures. En fait les citoyens, selon Ricardo voient dans l'emprunt un impôt différé dans le temps et vont se comporter comme s'ils sont contraints de payer un impôt ultérieurement pour rembourser cet emprunt peu importe le décalage intergénérationnel.

Autrement, les comportements des agents économiques sont guidés par une anticipation à la hausse des impôts. Toutefois, une réserve peut être introduite selon la nature ou la qualité des dépenses (dépenses de transferts et d'investissement) financée par l'emprunt.

Barro⁸⁽²⁾ cité par Yapo(2001) montre qu'une politique de déficit budgétaire financé par l'emprunt reste sans effet sur l'activité économique dans la mesure où les agents ne sont pas victimes de l'illusion fiscale.

Au vu de ces divergences entre keynésiens et néoclassiques, nous allons cependant analyser les mobiles de l'endettement extérieur pour un pays donné.

I.2.3. Les mobiles de l'endettement extérieur

Un pays emprunte à l'étranger pour substituer ce qui manque chez lui afin d'atteindre le stade du développement.

D'où, principalement, nous pouvons avoir trois motifs qui font qu'un pays puisse emprunter à l'étranger :

- Pour financer un haut niveau d'investissement

- Pour lisser les fluctuations de la consommation en cas de la baisse du revenu
- Pour échapper à un ajustement face aux déséquilibres intérieurs ou extérieurs

3.1. Le financement de l'investissement

Nous sommes d'accord qu'un pays renfermant un potentiel d'investissement productif ne fournisse pas forcément pour autant un niveau très suffisant d'épargne intérieure pour financer cet investissement.

D'où l'épargne extérieure peut bien remplacer et redynamiser l'investissement intérieur en donnant lieu à une accélération rapide de la croissance économique.

Partons de l'identité suivante :

$$S - I = X - M = - \text{Sex}$$

Dans laquelle S désigne l'épargne intérieure, I l'investissement,

X - M le solde du compte courant de la balance des paiements et Sex l'épargne extérieure.

Nous remarquons qu'à l'emprunt de l'épargne extérieure (accumulation de la dette extérieure) correspond un déficit de compte courant. Si le déficit courant provient d'un niveau d'investissement élevé, emprunter à l'étranger va permettre au pays d'augmenter sa croissance.

Cependant, la relation négative entre épargne intérieure et extérieure pose moins de problèmes si nous ne limitons pas le rôle des capitaux étrangers à accroître l'investissement et nous prenons en considération leur intervention comme instrument d'allocation efficiente inter temporelle de la consommation^{9(*)}.

Supposons qu'un accroissement de l'aide étrangère au profit d'un pays bénéficiaire soit investi, cela va augmenter le potentiel de la consommation future tout en laissant la consommation présente au même niveau initial.

Toutefois, il reste le problème structurel du résultat à long terme, c'est à dire voir comment l'appel régulier des emprunts extérieurs finit par relâcher les efforts du pays emprunteur et par le rendre dépendant de l'épargne extérieure^{10(*)}.

3.2. Le lissage des fluctuations de la consommation

Théoriquement un déficit du compte courant peut résulter des chocs exogènes négatifs à savoir^{11(*)} :

- Une dégradation des termes de l'échange
- Une récession chez les principaux partenaires
- Une catastrophe naturelle (calamité)

Evidemment, ces chocs donnent lieu à une baisse du revenu. Ainsi, pour remédier à ces problèmes, un pays peut soit réduire ses dépenses de sorte que la somme de la consommation et de l'investissement (absorption) baisse proportionnellement avec le revenu ; Dans ce cas, il n'y a pas dégradation du compte courant, soit contracter une dette extérieure pour maintenir le niveau d'absorption.

Du moins, au moment où nous connaissons que cette baisse du revenu n'est que temporaire, le pays sera convié à contracter une dette extérieure.

Cependant, s'il faut retourner à l'identité ci haut, nous constatons que le déficit du compte courant provient d'une baisse temporaire de l'épargne que le pays peut résoudre d'une manière provisoire en empruntant à l'étranger. Toutefois, une diminution des réserves que l'on pense parfois temporaire peut s'avérer durable que prévu.

Par exemple, nous imaginons une économie soumise à une forte instabilité de ses recettes d'exportation, si elle ne bénéficie pas d'aide étrangère, le fardeau d'une chute de ses exportations est résorbé par une réduction des dépenses, et par conséquent de la consommation domestique.

Si par contre, cette économie tire avantage des capitaux étrangers, ces fonds vont être utilisés pour permettre une allocation efficiente de la consommation, en transférant la consommation des années de surplus d'exportation vers celle des années d'exportation inférieure au trend.

D'où, dans ces périodes d'insuffisance d'exportation, où l'épargne intérieure baisse, l'apport à l'emprunt à l'étranger augmente et voit suppléer la chute de la consommation^{12(*)}.

3.3. Pour éviter les ajustements

En ce qui concerne l'évitement des ajustements, nous pouvons dire qu'un déficit du compte courant insoutenable doit faire l'objet d'un ajustement par des changements des politiques économiques.

Du reste, après avoir analysé les mobiles de l'endettement extérieur, la théorie suggère toutefois que les emprunts extérieurs ont un impact positif sur les investissements et la croissance à un certain seuil car au-delà, l'impact va devenir négatif.

Donc un niveau élevé de la dette extérieure ou le surendettement extérieur provoque des effets pervers sur la croissance économique et entrave les performances économiques.

C'est cette approche que nous allons traiter dans la section suivante

1.3. Le problème du surendettement extérieur : Théories

Il sied de signaler que le niveau tolérable et raisonnable de la dette extérieure est voué à avoir des effets positifs sur la croissance comme dit ci haut ; par contre, il est pratiquement visible qu'un niveau très élevé du stock de la dette conduit nécessairement à baisser la croissance. Donc, l'accumulation par un pays d'une dette très élevée risque de mettre dans une situation où il ne pourra plus être capable de rembourser les emprunts passés, ce qui aura un effet dissuasif sur les créanciers et les investisseurs potentiels.

Alors, si les coûts élevés des taxes du service de la dette ne sont pas internisés, cela peut provoquer une baisse de croissance avec la fuite des capitaux. Cette thèse^{13(*)} est connue sous le nom de la théorie du surendettement ou la thèse du fardeau virtuel de la dette ou encore *Debt overhang* en version anglaise.

En effet, si le niveau de la dette d'un pays peut vraisemblablement dépasser la capacité de son remboursement, le service prochain de la dette va être une fonction croissante du niveau de production de ce pays.

Par conséquent, le taux de rendement d'investissement intérieur va faire face à une taxe élevée marginale par les créanciers étrangers, et les nouveaux investissements nationaux et étrangers vont être découragés ainsi que la croissance économique.

Par ailleurs, le surendettement ralentit la croissance en haussant l'incertitude des investisseurs quant aux moyens auxquels le gouvernement peut recourir pour acquitter les cours des obligations du service de la dette.

Si le volume de la dette extérieure augmente, les investisseurs peuvent craindre que le gouvernement ne finance les obligations du service de la dette par des mesures génératrices des distorsions par exemple en accroissant rapidement la masse monétaire (cause directe de l'inflation).

Ainsi, dans cette situation, les investisseurs privés peuvent craindre d'y venir, et s'ils investissent, il y a de fortes chances pour qu'ils retiennent des projets qui offrent un rendement rapide et non des projets de longue échéance pouvant accroître la croissance durable.

Encore, cette situation peut rendre le gouvernement moins enclin à procéder à des réformes structurelles et fiscales importantes s'il s'attend à ce que ces dernières vont profiter aux créanciers étrangers^{14(☺)}. Et pourtant ces réformes peuvent affermir la croissance économique du pays et la situation des finances publiques car si sa situation financière s'améliore, il est inévitable que ces créanciers extérieurs le poussent à payer ce qu'il leur doit.

Cette théorie de *debt overhang* peut également avoir plusieurs implications puisque le comportement des agents économiques va être guidé par une anticipation à la hausse des impôts.

De plus, un niveau élevé de la dette extérieure peut aussi entraver l'épargne et l'investissement. A son tour, la grande corrélation entre l'épargne et l'investissement, l'accumulation du capital humain et la croissance suggère qu'une charge élevée de la dette extérieure peut contraître de façon drastique le taux de croissance et limiter les améliorations des niveaux de vie.

Du moins, la théorie suggère pour des raisons évoquées ci haut que les emprunts extérieurs, au-delà d'un certain seuil ont des effets pervers sur la croissance économique. Cela signifie que les emprunts supplémentaires vont décroître la probabilité de rembourser.

Par conséquent, si le pays commence à avoir du mal à obtenir des prêts, il va lui devenir plus difficile d'accumuler du capital, ce qui revient à ralentir la croissance. Ainsi, la relation entre la valeur faciale de la dette et l'investissement peut-être représenté par une sorte de courbe de Laffer de la dette.

D

Encours de la dette extérieure Les remboursements

Cette courbe montre que le long du côté gauche ou bon, la hausse de la valeur faciale de la dette est associée avec la hausse du remboursement de la dette, jusqu'au point d'inflexion de la courbe D (où le stock très grand de l'encours de la dette commence à agir comme une taxe excessive sur l'investissement) et au-delà de ce point, il y a baisse du remboursement car les résultats déformés de l'environnement macroéconomiques vont contribuer à baisser l'efficacité et la productivité de l'investissement.

Donc, ce point d'inflexion correspond au niveau où la dette commence à avoir un effet négatif marginal sur la croissance.

Enfin, le service de la dette comprenant les intérêts et les amortissements, peut potentiellement affecter la croissance en évinçant l'investissement privé ou altérant la composition des dépenses publiques. Ceteris paribus, un service élevé de la dette peut accroître les déficits budgétaires réduisant ainsi l'épargne publique ; peut aussi élever le taux d'intérêt ou même évincer le crédit disponible pour les investissements privés refroidissant la croissance.

Il a des effets pervers sur la composition des dépenses publiques en se servant les montants des ressources disponibles pour l'infrastructure et le capital humain avec effet négatif sur la croissance.

En somme, le surendettement extérieur constitue une véritable entrave pour l'économie des pays en développement surtout africaine ; d'où il y a eu des initiatives instituées par la communauté internationale pour résorber à cette situation de surendettement.

C'est ce qui constitue le point qui suit.

1.4. Initiatives en la matière

Toutes les théories vues ci haut se sont manifestées pendant les décennies passées et ont causé ce qu'on a appelé la crise de la dette de 1982 au Mexique et notamment dans plusieurs pays en développement.

Ainsi, divers mécanismes internationaux ont été mis en oeuvre parmi lesquels le Plan Brady (1985), les termes de Toronto (1988), les termes de Londres (1991), les termes de Naples (1995), les termes de Lyon (1996) et enfin l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) en 1996 et 1999.

Les conditions de Toronto consistent en la réduction du tiers de la dette officielle bilatérale éligibles qui est venue à échéance. Celles de Londres portent sur une réduction de moitié et celles de Naples, quant à elles, prévoient un accord de réduction de 2/3 du service de la dette bilatérale échue en valeur actuelle nette^{15(☺)}.

Initiative PPTE

L'initiative PPTE, conçue au départ par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international en 1996 et améliorée ensuite en 1999, consiste en une remise de la dette des 41 pays à faible revenu et réduit cependant le niveau de leur remboursement de la dette à un niveau gérable ou soutenable.

Elle requiert également sous la supervision des institutions de Bretton Woods, que les pays éligibles présentent une trajectoire des performances de bonnes politiques économiques, c'est à dire que ces pays doivent démontrer des antécédents satisfaisants sur le plan de leur gestion économique tels des programmes de stabilisation économique, des réformes des secteurs publics et une réorientation des dépenses publiques en faveur de la réduction de la pauvreté, de l'éducation, des soins de santé y compris une croissance durable profitant aux populations pauvres^{16(☺)}.

Dans ce sens, l'initiative PPTE se déroule en deux étapes principales de trois ans chacune, à savoir :

1^{ère} étape : constituée par les bons antécédents énumérés ci haut pendant 3 ans ; et à la fin de cette performance économique, le pays va bénéficier de la part du club de Paris, des autres créanciers bilatéraux et commerciaux d'un accord de rééchelonnement des flux aux conditions de Naples (67% de la VAN). Et le pays atteint le point de décision.

Cependant, bien avant le point de décision, une analyse sur la soutenabilité de la dette est effectuée pour déterminer l'éligibilité du pays à un allègement supplémentaire de la dette.

Par conséquent, il y a deux possibilités qui se pointent :

- Si après analyse, il s'avère que l'opération aux termes de Naples due au club de Paris est suffisante pour réaliser la soutenabilité de la dette en 3 ans. Dans ce cas, le pays va s'avérer dynamique et apte à sortir du processus de rééchelonnement de la dette et ne bénéficiera pas d'une aide aux termes de l'initiative.

- Si cette opération aux termes de Naples paraît insuffisante pour réaliser la soutenabilité de la dette, le pays peut bénéficier de l'initiative, et dans ce cas, il pourra solliciter une aide à ce titre, voire même solliciter un autre rééchelonnement aux conditions de Naples si cela s'avère nécessaire pour ramener sa dette à un niveau tenable.

2^{ème} étape : Pour les pays réputés admissibles à l'initiative PPTE, le club de Paris et tous les autres créanciers vont accorder cas par cas des rééchelonnement des flux aux conditions plus concessionnelles jusqu'à 80% de la dette admissible. Mais le pays doit encore établir des politiques judicieuses pendant trois ans toujours sous la supervision des IBW. Et les bailleurs des fonds, les créanciers bilatéraux et les institutions multilatérales sont aussi obligés de fournir une assistance sur la forme des dons et des prêts sous conditions privilégiées.

La fin de la deuxième étape s'appelle le point d'achèvement ou fin du processus.

Il sied de rappeler que les fonds libérés par cette remise doivent être utilisés au bénéfice des programmes de réduction de la pauvreté plutôt que sous forme des remboursements.

Et ces programmes doivent être élaborés au travers des documents des stratégies de réductions de la pauvreté (DSRP), un processus impliquant des consultations très larges avec les groupements communautaires et les organisations gouvernementales (ONG) ainsi que les bailleurs des fonds sur les priorités à mettre dans les politiques publiques ciblées pour réduction de la pauvreté.

Chapitre deux

CARACTERISTIQUES DE LA DETTE EXTERIEURE ET PERFORMANCES ECONOMIQUES EN AFRIQUE

SUBSAHARIENNE

Dans ce second chapitre, nous allons premièrement donner les origines de la crise de la dette qui a surgi au Mexique en 1982 ; à la deuxième section, nous allons décrire la dette extérieure des pays pauvres en se focalisant plus sur les pays pauvres de l'Afrique subsaharienne et enfin, à la troisième section, nous parcourons les progrès réalisés économiquement par certains pays africains en dépit de la situation de la pauvreté et le poids de la dette qui pèse tant dans cette partie de la terre.

II.1. Les origines de la crise de la dette des PED

Tous les pays pauvres n'ont pas connu le problème de la dette au même moment ; cependant, à la crise de la dette du Mexique de 1982, pratiquement l'ensemble de pays en développement ont connu des énormes difficultés à honorer leurs services de la dette.

Par ailleurs, la dette des PED n'est pas apparue seulement dans les années 70, la république démocratique du Congo est née déjà endettée lors de son accession à l'indépendance héritant des dettes de l'ancienne colonie belge envers la métropole^{17(⊕)}.

Pour remonter à l'origine de la crise de la dette, il sied de rappeler que les pays du sud (pauvres essentiellement) manquent des capitaux et sont obligés d'en importer. Ce qui fait que leur épargne intérieure soit généralement insuffisante pour couvrir leurs besoins d'investissement.

Vers les années 60, la plupart de pays pauvres obtenaient des prêts essentiellement à des taux d'intérêts concessionnels ou des dons.

Et le début 70 va être caractérisé par la fin du système d'étalon or et l'émergence des taux de change flottants. Ainsi, ce changement occasionne une baisse du dollar, et donc des revenus d'exportations des pays pauvres qui sont exportateurs nets et exclusifs des matières premières et produits bruts dont les prix étant libellés en dollar.

En 1973, suite à la guerre de Kippour, les pays de l'OPEP ont multiplié le prix de baril par 4 et les recettes pétrolières vont passer de 33 milliards à 108 milliards de dollar américain en un an^{18(⊕)}.

Cette conjoncture fut très favorable car leurs exportations des matières premières ont augmenté, et à la même époque, les banques privées avaient accumulé des pétrodollars, donc des capitaux.

D'où, ces recyclages des surplus dégagés par les pays pétroliers se font traduire par une expansion sans précédent des crédits internationaux principalement vers les pays du sud à des taux très bas voire même négatif.

Lors du second choc pétrolier de 1979, coïncidant avec la politique monétaire restrictive des Etats unis en augmentant leur taux d'intérêt passant de 4-6 à 20%^{19(⊕)}, les pays du sud vont se retrouver dans une situation telle que les banques privées ont commencé à réduire les crédits internationaux entraînant la baisse des cours internationaux des matières premières.

La modification de la conjoncture qui va avoir des conséquences importantes sur la situation des pays endettés fut visible non seulement au niveau des taux d'intérêts mais aussi des taux de croissance et de change, c'est à dire que la remontée des dollars entre 1979 et début 1985. Celle-ci a eu un effet double à savoir la hausse des dettes libellées en dollar mais également profit de compétitivité pour les économies exportatrices sur le marché américain.

Par ailleurs, durant la période précédant la crise, la consommation des importations des produits intermédiaires et des biens d'équipement augmentaient considérablement. Pourtant, les importations étaient très chères en devises, ce qui pouvait ainsi augmenter la dette.

Les pays en développement remboursaient leur ancien emprunt de nouveaux prêts octroyés ; or avec ce revirement de la conjoncture, c'est à dire la politique monétaire restrictive américaine, les banques n'octroyaient plus des crédits. Cela a fait que ces pays se soient retrouvés dans des situations financières très préoccupantes ; d'où, la crise de la dette éclate en 1982 lorsque le Mexique se déclare insolvable avec une dette dépassant les 100 milliards de dollar^{20(⊕)}.

Quelques temps après, c'est plusieurs dizaines de pays notamment de grands débiteurs (Argentine, Brésil, Algérie...) qui à leur tour, ont annoncé leur incapacité à assurer le service de leur dette.

Les déséquilibres apparus dans de nombreux pays en développement à la fin des années 70 ont le plus souvent des causes structurelles anciennes. Le poids de la dette extérieure a aggravé considérablement les déséquilibres de la balance des paiements et le déséquilibre budgétaire.

Le caractère insupportable de ces déséquilibres a conduit à la nécessité de mettre en oeuvre les politiques d'ajustement sous l'égide des institutions financières internationales notamment le Fonds monétaire international et la banque mondiale.

Les mesures préconisées par ces politiques visaient essentiellement à éviter la catastrophe financière.

II.2. Caractéristiques et évolution de la dette des PED

Les pays pauvres ont d'énormes difficultés dans leurs économies respectives pour pouvoir atteindre les différents objectifs du développement pour le millénaire dont ils se sont engagés lors du sommet du millénaire en septembre 2000 à New York.

Parmi lesquels, les goulots d'étranglement figurent le fardeau très lourd de la dette extérieure qui pour la plupart d'entre eux est publique.

Pendant les deux dernières décennies, la dette extérieure des pays pauvres fut quadruplée et même ces pays pauvres ont dû verser 376 milliards de dollar^{21(⊕)} à leurs créanciers en 2000 soit 17% de leurs revenus d'exportation. Ces ressources privent d'immenses possibilités aux populations pauvres pour satisfaire des besoins vraiment fondamentaux.

Concernant l'Afrique subsaharienne, elle a consacré en 2000, 12,8% de ses recettes d'exportations au service de la dette contre 7,2% en 1980, soit un accroissement de 89% en 20 ans.

Lorsque ces pays ont connu le problème de la dette, c'est à dire dès qu'ils sont devenus incapables de rembourser les emprunts accordés ou que les obligations de la dette dépassaient les recettes d'exportations, plusieurs pays pauvres surtout africains ont signé les accords de rééchelonnement au cours des années 80 consistant en une redéfinition de l'échéancier des crédits mais entre temps, ils payaient les intérêts et bénéficiaient de nouveaux prêts.

C'est rééchelonnement constitue également l'un des facteurs déterminants de l'alourdissement de la dette dans les pays pauvres car il n'a fait que multiplier la dette et repousser l'échéance de la dette.

Tableau 1: Evolution de la dette des PED (en milliards de dollar us)

	1970	1980	1990	1999	2000
Stock de la dette	-	586,7	1459,9	2563,6	2527,5
Dette à long terme	62,6	435,5	1180,1	2077,9	2061,1
Dette publique et commerciale garantie	47	365	1114,6	1542,4	1526,9
Dette privée non garantie	15,4	70,5	65,6	535,5	534,2
Crédit FMI	0,8	12,2	34,7	78,9	64,1
Crédit à court terme	-	138,9	245,1	406,8	402,3

Transferts nets de la dette	-	62,4	-10,6	-137,3	-101,6
Service de la dette	-	88,7	164,1	389,3	376,7

Source : Banque mondiale, Global Development Finance 2001

Il est évident que depuis la crise de Mexique de 1982, le stock de la dette des PED s'est accru considérablement jusqu'à nos jours, cela est encore pire pour l'Afrique subsaharienne où le stock de la dette se chiffrait à 6921 millions de dollar us en 1970 pour se retrouver à plus de 200.000 millions en 2002, soit 32% d'accroissement dans 3 décennies.

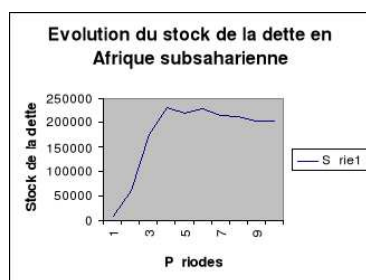


Tableau 2: Banque mondiale, GDF 2004

Cette évolution exponentielle du stock de la dette en Afrique est due non seulement au problème des hausses des taux d'intérêts dit ci haut mais également des causes structurelles internes fondamentales dans leurs économies.

En effet, les pays de l'Afrique du sud de Sahara ont eu des emprunts à des conditions très douces auprès des bailleurs des fonds extérieurs dont ils ont financé essentiellement des projets non directement productifs, en particulier les projets d'infrastructures économiques (routes, ports, aéroports, éléphants blancs...) ou encre alimenter des fuites des capitaux.

Ainsi, en Côte d'Ivoire, l'ancien président Houphouët Boigny a consacré 350 millions de dollar us à la construction d'une réplique de la basilique Saint Pierre dans son village natal à Yamoussoukro.

Dans une étude intitulée *La dette odieuse*^{22(*)}, Kremer et Jayachandra (2002) ont cité des dictateurs africains qui ont alimenté des fuites des capitaux en plaçant à l'étranger le produit de leur détournements : le maréchal Mobutu de la RDC aurait détourné 4 milliards de dollar us sur des comptes personnels, le général Sani Abasha du Nigeria a détourné 2 milliards sur des comptes en Suisse en 1999 et le gouvernement d'Apartheid de l'Afrique du sud a emprunté aux banques privées et alloué d'importants crédits aux forces armées, à la police et à l'oppression.

Roote et Thugge (1999) pensent que les pays pauvres très endettés de l'Afrique subsaharienne continuent d'éprouver des difficultés à honorer les obligations du service de la dette extérieure pour diverses raisons dont^{23(*)} : Les chocs extérieurs tels que la dégradation des termes de l'échange ou conditions climatiques défavorables ; Des troubles civils ; Le manque de persévérance dans l'ajustement et la mise en oeuvre des réformes structurelles ; Des politiques des crédits de nombreux créanciers ; Manque de prudence des politiques de gestion de la dette des pays débiteurs attribuables en partie au fait que les créanciers et les débiteurs comptent avec beaucoup trop d'optimisme sur l'expansion des exportations pour accroître la capacité de service de la dette. Selon eux, ce sont des facteurs qui ont contribué à alourdir la charge de la dette des PPTE et bien entendu le paiement de service de la dette.

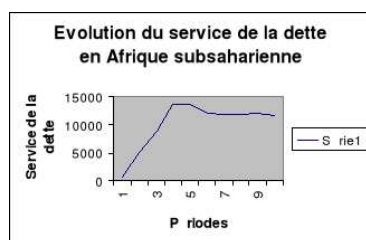


Tableau 3: Banque mondiale (2004), GDF

Au vu de ce graphique, il s'avère que le paiement de service de la dette en Afrique du sud de Sahara a considérablement aggravé la situation déjà précaire de l'économie et de la population car tellement il est énorme. Il ne fait que s'accaparer de la grande part des recettes publiques comme le montre le tableau ci dessous, les dépenses de paiements de service de la dette sont de loin importantes que les dépenses publiques d'éducation et de santé qui constituent le secteur clé de l'apport en capital humain.

Comparaison de service de la dette et les dépenses publiques des PPTE

Classement des pays selon l'IDH ^{24(*)}	Service de la dette				Dépenses publiques			
	en % du PIB		en % des exportations		Education en % du PIB		de santé en % de Pib	
	1990	1999	1990	1999	1985-87	1995-97	1990	1999
109 Gabon	2,8	2,3	35,3	13,5	4,8	3,3	3,3	3,9
125 Cameroun	4,7	6	22,5	24,3	2,8	-	0,9	1
126 Congo Brazza	19	1,1	35,3	1,4	4,9	6,1	1,5	2
141 Ouganda	3,4	2,9	58,9	23,7	3,5	2,6	-	1,9
142 RDC	3,7	0,3	13,5	1,2	1	-	-	-
143 Zambie	6,2	13,9	14,9	46,6	3,1	2,2	2,6	3,6
152 Rwanda	0,8	1,6	14	29,6	3,5	-	1,7	2
154 RCA	2	1,8	13,2	12,1	2,6	-	-	2
155 Tchad	0,7	2,1	4,4	10,3	-	2,2		2,3
160 Burundi	3,7	4	43,4	45,6	3,1	4	1,1	0,6

Source : PNUD, Rapport annuel sur le développement humain 2001

Toutefois, les ajustements structurels préconisés par les institutions de Bretton Woods ont tant soi peu contribué à l'aggravation de stock de la dette en Afrique. Ces programmes d'ajustement structurels consistaient en application des mesures de stabilisation destinées à rétablir les équilibres fondamentaux, et des mesures de modification des structures, destinées à libérer les initiatives du secteur privé et/ou à favoriser la relance de l'activité économique.

Par ailleurs, nombre de mesures prises par les politiques d'ajustement ne coïncidaient guère avec les réalités sociales et économiques des pays africains suite à un mauvais diagnostic. Ces politiques n'étaient pas également bien adaptées au continent africain qu'elles ont aggravé ou enlisé la situation sociale déjà précaire des pays africains pauvres.

Parmi les différentes mesures appliquées, citons entre autres la rigueur budgétaire consistant en une augmentation des recettes publiques ou des impôts et en une réduction des dépenses publiques.

Pourtant, les dépenses gouvernementales occupent selon Raffinot (1991) une place très importante dans la demande finale monétarisée.

Aussi, s'il faut lire les statistiques de la banque mondiale, il serait remarqué une dégringolade des dépenses sociales notamment de l'éducation et de santé dans les pays où les PAS furent mis en oeuvre jusqu'à nos jours compromettant l'apport en capital humain dans le processus du développement économique.

Il y a encore la dépréciation de la monnaie nationale afin de stimuler les exportations et réduire les importations.

Mais vu que les prix des exportations sur le marché mondial baissaient, leur accroissement n'a pas pu permettre une entrée des devises.

Cela a modifié le profil extérieur de l'Afrique subsaharienne qui a enregistré une nette dégradation des termes de l'échange par rapport à la période antérieure. Les exportations ont crû à un rythme de 6.6% l'an pendant la période 1965 à 1980 alors que les importations, dans la même période n'atteignaient pas 4.9%. Dans la période 1980 et 1988, la réduction des exportations est de 0.7% en moyenne et celle des importations de 5%

Quant aux conséquences sociales de l'ajustement, avec une croissance démographique grandissante et une précarité dans les conditions de vie en Afrique subsaharienne, peu de pays pouvaient budgétairement supporter le coût des dépenses de santé ou d'éducation nécessaire pour le maintien des services par les bénéficiaires dans un contexte d'ajustement.

Dans une étude publiée par l'UNICEF en 1986, effectuée dans dix pays dont 4 de l'Afrique subsaharienne, les effets de l'ajustement sur les populations les plus défavorisées ont eu soit un effet direct sur les revenus réels tenant aux mesures de diminutions des salaires et de hausse des prix des produits de base ainsi qu'aux mesures macroéconomiques tendant à déclencher des processus inflationnistes ou des politiques monétaires restrictives ayant un effet de contraction de l'activité ; soit encore un autre effet indirect à travers la réduction de l'offre des biens publics.

En plus, la réduction des dotations budgétaires pour les programmes sociaux a provoqué une baisse de la satisfaction des besoins de base de santé et d'éducation.

Mais les études statistiques n'ont pas clairement démontré que l'ajustement avait conduit aux réductions de ces dépenses surtout que dans les budgets nationaux, il n'était pas possible d'envisager l'ensemble de dépenses dans ce contexte d'ajustement sur aide extérieure.

Dans tous les cas, durant cette période d'ajustement, il fut constaté l'accroissement de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté, la hausse de la malnutrition des enfants, une diminution de niveau d'instruction, une recrudescence des maladies transmissibles etc.

Cependant, la situation pays par pays s'avère encore plus contraste en Afrique subsaharienne. L'exemple illustratif^{25(*)} est le cas de la république centrafricaine qui selon la banque mondiale, en 2002 la dette extérieure atteignait 100% de son Pib soit plus d'un milliard.

Aussi, la détérioration des entreprises publiques dont la dette garantie représente 8% du PIB pour l'essentiel, pèse lourdement sur l'endettement extérieur de ce pays. Selon la banque des Etats de l'Afrique centrale (BCEA), le ratio du service de la dette sur les ressources budgétaires est passé de 34.8% en 2002 à 44.7% en 2003.

Quant au Cameroun qui sur 7 ans, s'est beaucoup désendetté car sa dette totale est passée de 126.7% du PNB en 1995 à 98.1% en 2002. le Cameroun a atteint le point de décision de l'initiative PPTe renforcé en 2000 et sa dette s'élevait à la fin 2002 à 8502 milliards de dollar us.

Concernant l'évolution du ratio de service de la dette, qui reste encore plus nette car sur la même période de 1995 à 2002, le service rapporté aux exportations est passé de 20.9% à 13.8%

Cette nette performance est due à un réaménagement de sa dette dans le cadre du club de Paris pour les échéances de la période janvier 2001/décembre 2003 avant le point d'achèvement où le Cameroun a bénéficié de l'annulation d'une partie de sa dette pouvant atteindre 2 milliards de dollar us.

Il y a encore l'Ouganda qui fut l'un de premier pays à pouvoir atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTe en 1999. Selon la banque mondiale, ces ressources dégagées par les allègements ont été investies dans la lutte contre la pauvreté et ces fonds ont permis de doubler le taux de scolarisation primaire et d'augmenter les dépenses de santé de 270%.

II.3. Les performances économiques en Afrique subsaharienne

Pendant les décennies 80 et 90, les pays pauvres de l'Afrique du sud de Sahara ont exhibé des résultats économiques très frustrants, et insatisfaisants car un bon nombre considérable de pays ont présenté des scénarios de croissance faible (voire de recul) du revenu per capita, de très fortes inflations et des difficultés de balance des paiements. Bref, tous les équilibres macroéconomiques fondamentaux étaient en péril.

En revanche, vers la fin de la dernière décennie, toutefois, les performances se sont améliorées et le revenu per capita a quand même connu des progrès bien que minimes.

Cette amélioration de la conjoncture a été non seulement le fruit du redressement des termes de l'échange mais aussi parce que de nombreux pays se sont engagés à mener des politiques macroéconomiques saines, à mieux gérer leur économie, à l'apparition de la bonne gouvernance suite aux investitures des pouvoirs démocratiquement élus. Et là où les autorités politiques ont tenu le cap, la croissance s'est accélérée dans la mesure du possible et la pauvreté a reculé.

Du moins, malgré des progrès récents, dans la majorité de pays africains, la croissance demeure toujours fragile, les niveaux de vie sont autant très bas, la pauvreté reste encore chronique. Les indicateurs d'éducation et de santé, quant à eux, sont toujours médiocres et, dans certains pays, le rythme de créations d'emploi n'arrive pas à emboîter le pas de celui de population active grandissante.

Les économies de la plupart de ces pays sont restées à la merci des aléas climatiques (sécheresse, inondation...) et sont souvent dépendantes des aides extérieures concessionnelles.

Egalement l'émergence de plusieurs conflits armés dans bon nombre de pays, assombrit les perspectives économiques de la région et la propagation de la pandémie de VIH/SIDA continue à diminuer la productivité de la main d'oeuvre.

Néanmoins, il y a des facteurs demeurant encore en Afrique subsaharienne sont toutefois défavorables à l'épanouissement de processus du développement économique et de la relance d'une croissance durable, à savoir^{26(*)} : L'insuffisance des infrastructures, les carences de l'administration fiscale et du recouvrement de l'impôt ; des politiques fiscales et d'investissements soumises davantage à quelques individus corruptibles qu'à des règles transparentes ; l'accès limité aux technologies de l'information ; le manque d'équipements de communication ; l'état embryonnaire des services financiers ; la faiblesse de l'appareil judiciaire etc.

Cependant, certains pays en particulier, ont enregistré des performances économiques très manifestes avec une croissance économique toujours à la hausse depuis la fin des années 90 jusqu'à ce jour d'aujourd'hui, entre autres^{27(*)} :

Ø **Le Botswana** qui demeure l'une des économies en développement les plus performantes du monde. La croissance de la production par habitant supérieure à 7% l'an a fait que ce pays - qui auparavant était compté parmi les plus pauvres de la terre lors de son accession à l'indépendance en 1966 - soit considéré de nos jours comme une économie à revenu intermédiaire.

Ces succès durables ont été facilités par des politiques monétaires et budgétaires très prudentes, aussi par une exploitation efficiente des ressources minérales et leur utilisation afin de stimuler l'investissement dans les infrastructures et les services sociaux notamment la santé et l'éducation ;

Ø **Le Cameroun**, après une décennie de récession caractérisée par l'aggravation de la pauvreté, la dégradation des infrastructures, l'accumulation d'arriérés internes et externes gigantesques et surtout une corruption endémique, a réalisé un programme d'ajustement qui tient bon avec une relance de la croissance durable.

En effet, ce programme avait comme priorité la stabilisation macroéconomique, une réforme des finances publiques centrées sur la refonte du système fiscal, la régulation du transfert de la totalité des recettes pétrolières au budget.

Principalement, le Cameroun a placé la bonne gouvernance au centre du programme des réformes en insistant sur la passation des marchés, les secteurs pétroliers et forestiers ainsi que les travaux publics :

résultats ainsi que les travaux publics ;

Ø **L'Ouganda**, quant à lui, a enregistré des succès très notables pendant la décennie 90 au cours de laquelle ce pays a réalisé une croissance rapide accompagnée d'un faible taux d'inflation et a réussi à faire régresser sensiblement la pauvreté suite à une bonne application des politiques de l'initiative PPTE dont il est le premier à atteindre le point d'achèvement.

Par ailleurs, les dépenses publiques destinées au maintien et à l'épanouissement du capital humain, à l'agriculture, au réseau routier, à l'alimentation en eau ont augmenté ces dernières années en proportion du PIB et par rapport aux dépenses de l'Etat ;

Ø **Le Rwanda** a connu également comme l'Ouganda des solides performances économiques juste après la guerre et le génocide de 1994.

Cette reprise fut facilitée par une politique budgétaire avisée ayant jeté les bases d'une reprise rapide des efforts de reconstructions destinés à permettre la réinstallation des réfugiés et des personnes déplacées revenues au pays etc.

Puis l'économie a réalisé des réformes structurelles notamment sur la fonction publique avec l'adoption d'une nouvelle grille salariale et son relèvement et le Rwanda a adopté une nouvelle législation des banques commerciales ;

Ø **La Tanzanie**, étayée par une politique budgétaire rigoureuse, les résultats macroéconomiques enregistrés sur la période 1996-1999 a été généralement bons.

Le système de gestion de trésorerie adopté a favorisé la maîtrise des dépenses publiques, et des progrès considérables ont été accomplis sur le plan structurel aussi à savoir des réformes fiscales importantes, un cadre de gestion monétaire et du développement du secteur financier a été mis en oeuvre.

En définitive, pendant que d'autres pays de l'Afrique subsaharienne progressent, certains pays stagnent encore avec des graves crises économiques dues aux causes citées ci haut et surtout le problème de la dette avec son service de la dette constituant une impasse pour les économies pauvres.

Chapitre trois

VERIFICATION EMPIRIQUE DES HYPOTHESES RETENUES

Dans ce chapitre, il sera question pour nous de vérifier les hypothèses que nous avons émises dans notre introduction.

III.1. Vérification de la 1ère et 2ème Hypothèse

La première hypothèse est l'existence d'une relation non linéaire entre la dette et la croissance tandis que la seconde est que le paiement futur de la dette décrit par son encours en augmentant la probabilité d'un accroissement de la pression fiscale, décourage les investissements domestiques et étrangers.

Ces deux hypothèses décrivent la théorie de surendettement ou debt overhang qui consiste à l'existence d'une relation entre la courbe de Laffer de la dette et la croissance. Elles vont être modélisées par cette équation de modèle de croissance :

1.1. Présentation du modèle et des variables

Le modèle que nous utilisons pour estimer les effets de la dette sur la croissance a une forme quadratique et s'écrit comme suit :

$$Txcrois_{it} = \alpha + \beta_1(Pnbhab)_{it-1} + \beta_2 Texch_{it} + \beta_3 Txpop_{it} + \beta_4 Apd_{it}$$

$$+ \beta_5 Txinv_{it} + \beta_6 Deficit_{it} + \beta_7 Open_{it} + \beta_8 Servexp_{it}$$

$$+ \beta_9 Dext_{it} + \beta_{10} (Dext)_{it}^2 + \epsilon_{it}$$

Où les différentes variables représentent ce qui suit :

Ø Txcrois: le taux de croissance réelle par habitant du PIB ;

Ø Pnbhab₋₁: le revenu national réel par habitant décalé d'une période ;

Ø Texch : les variations des termes de l'échange ;

Ø Txpop : le taux de croissance démographique ;

Ø Apd : l'indicateur de l'aide publique au développement de tous les bailleurs des fonds ;

Ø Deficit : le solde budgétaire de l'administration centrale en pourcentage du PIB ;

Ø Open : un indicateur de l'ouverture commerciale (les exportations et les importations en pourcentage du PIB) ;

Ø Servexp : le total du service de la dette (publique et privée) en pourcentage des exportations ;

Ø Dext : les variables indicatives de l'encours de la dette en valeur nominale soit en pourcentage des exportations soit en pourcentage du PIB ;

Ø Dext² : ces mêmes variables de l'encours de la dette mais cette fois ci élevée au carré ;

: Ceci représente les perturbations aléatoires, iid et suivent une loi normale de moyenne nulle et de variance constante.

Nous avons introduit des variables de contrôles car il n'y a pas que la dette qui influe sur la croissance ; D'où, cela s'avère pertinent de les introduire.

Il s'agit du revenu réel par habitant qui est décalé pour vérifier l'hypothèse de la théorie de la convergence des modèles de croissance de Barro.

Dans ce cas, le signe attendu pour son coefficient doit être négatif ; le taux de croissance démographique et le taux d'investissement reflètent l'impact du facteur capital physique et capital humain dans le processus de production, cependant, le coefficient du taux de croissance démographique est attendu négatif tandis que celui du taux d'investissement positif.

Les termes de l'échange sont mis pour capter les effets de chocs extérieurs dans ces économies surtout que la plupart est dépendante et exportatrice des matières premières ; et ces économies sont pratiquement vulnérables à ces chocs mais le signe attendu est positif.

Le solde budgétaire est inclus pour voir l'impact des politiques du gouvernement et du budget sur la croissance et doit avoir un signe positif.

L'indicateur de l'ouverture commerciale avec un signe positif est introduit pour stimuler la productivité à travers les transferts des connaissances et des bénéfices efficaces ; l'aide au développement publique est modélisée pour voir son importance dans ces économies et doit avoir un signe positif.

Enfin, pour faire la distinction entre l'effet d'éviction de la dette et la thèse du surendettement (debt overhang) c'est à dire l'existence d'une relation entre la courbe de Laffer et la croissance, nous avons utilisé le service de la dette rapporté aux exportations et les indicateurs de la dette au premier et second degré.

Le ratio service de la dette exportation doit avoir un signe négatif pour illustrer cet effet d'éviction tandis que pour l'existence de la thèse du surendettement, il faut que le signe du coefficient de la dette soit positif et celui de la dette au carré négatif.

Ainsi, le pic de notre équation quadratique va identifier le niveau du stock de la dette où l'impact marginal de la dette sur la croissance devient négatif.

1.2. Les estimateurs du modèle

Afin de parvenir aux résultats, nous utilisons deux méthodes d'estimation : l'estimateur within des effets fixes individuels et l'estimateur de la méthode des moments généralisés (GMM)^{28(*)}.

L'avantage des effets fixes est qu'ils fournissent des estimations tenant compte de la présence des effets spécifiques pour chaque pays qui peuvent être la qualité et l'historique des institutions, les politiques d'endettements respectifs de chaque pays...

Cependant, avec des données de panel, la présence d'effets fixes est biaisée par la présence de la variable décalée du revenu per capita

Par conséquent, pour contourner ce problème de biais introduit par la présence de la variable décalée qui est corrélée avec les effets individuels, nous allons utiliser la méthode des moments généralisés (GMM) qui va corriger ce biais et l'endogénéité de certaines variables, par exemple les investissements.

L'estimateur GMM a plusieurs avantages car il est robuste à la mauvaise spécification du modèle puisque sa dérivation ne requiert pas d'hypothèses distributionnelles particulières sur les résidus^{29(*)} ; il est plus proche de la relation théorique car cet estimateur est choisi de sorte à minimiser la distance pondérée entre les valeurs théoriques et les valeurs observées^{30(*)}.

Dans le cas où les effets spécifiques sont corrélés avec les régresseurs, nous avons deux possibilités pour trouver les estimateurs convergents et sans biais^{31(*)} : Soit, on estime le modèle en différences premières et l'on utilise les variables à niveau décalées comme instruments soit on conserve le modèle à niveau mais cette fois-ci on utilise les variables en différences premières décalées comme instruments.

Cependant, c'est le deuxième type d'estimation qui est plus efficace que le premier.

1.3. Les données

Notre analyse empirique utilise un panel de 10 pays de l'Afrique centrale qui sont tous éligibles à la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du Fmi et ont déjà atteint le point de décision de l'initiative PPTE pour les uns et d'autres le point d'achèvement de cette même initiative. Ces données couvrent la période de 1980 à 2000 car c'est durant cette période que le problème de la dette est en ébullition.

Pour la période 1980 à 1988, la grande partie des données se retrouve dans *Données économiques et financières sur l'Afrique* de la banque mondiale et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

La suite c'est à dire de 1989 à 2000 a été recueillie dans *African Development Indicator ADI 2002* de la banque mondiale sauf le service de la dette dont une partie est disponible sur le site web des Nations Unies^{32(*)} et une autre dans *Global Development Finance 2004* de la banque mondiale. Le stock de la dette de certains pays et d'autres variables a été récolté dans *World Development Indicator 2005* de la banque mondiale.

1.4. Résultats et interprétations économiques

De prime abord, la matrice des corrélations (en annexe) confirme la théorie avec les effets de différents facteurs de la croissance. On remarque que les deux corrélations entre la croissance et le solde budgétaire et la croissance et les investissements sont les plus grandes et ont respectivement le signe attendu. L'aide publique au développement, les indicateurs de la dette, le taux d'ouverture commerciale, le service de la dette, le taux de croissance démographique sont tous négativement significatifs tandis que les variations des termes de l'échange, quant à lui, est significativement positif.

Cependant le revenu réel per capita a une corrélation négative et non significative avec la croissance telle que la théorie de la croissance le suggère : les données n'ont mené à la théorie de convergence absolue de Solow.

Ensuite, concernant les variables de contrôles, comme le montre le tableau ci-dessous, qui se lit comme ceci :

Ø Le coefficient du revenu réel par tête d'habitant est, dans toutes les régressions (GMM et Effets fixes) significativement négatif corroborant ainsi l'hypothèse de la convergence conditionnelle. Ces résultats correspondent à ceux trouvés par Patillo et al (2002) et Clement et al (2003) ;

Ø Le taux d'investissement est aussi significatif dans toutes les régressions avec le signe attendu bien qu'il est considéré endogène dans le système GMM.

Par contre, il tend à être plus élevé dans les régressions des effets fixes pour refléter probablement le biais introduit par son endogénéité partielle ;

Ø L'aide au développement est significatif au système GMM mais a un coefficient très faible dans toutes les régressions justifiant sa médiocrité malgré son impact significatif sur la croissance ;

Ø Le coefficient du taux d'ouverture commerciale, quant à lui, a un signe négatif et est non significatif voulant dire que l'ouverture commerciale n'a pas d'impact sur la croissance ;

Ø Le coefficient de taux de croissance démographique n'est pas significatif et n'a pas le signe attendu contrairement à la littérature sur la croissance ;

Ø Le solde budgétaire a un impact positif sur la croissance et son coefficient est significatif dans toutes les régressions. Mais il est élevé aux effets fixes peut-être puisqu'il est spécifié comme une variable endogène au système GMM ;

Ø Les variations des termes de l'échange ont un impact positif sur la croissance et restent non significatives dans toutes les régressions mais faibles car ces pays sont très vulnérables aux chocs extérieurs.

Tableau 4: Impact de taux d'inv et la dette sur la croissance

Variables	Effets fixes	GMM	Effets fixes	GMM
Lpnbhab(-1)	-2.6 (0.004)	-4.33 (0.02)	-2.55 (0.004)	-4.47 (0.02)
Texch	0.04 (0.11)	0.006 (0.87)	0.047 (0.12)	0.008 (0.83)
Ltxpop	2.01 (0.29)	2.06 (0.43)	2.02 (0.29)	2.13 (0.40)
APD	0.0017 (0.62)	0.005 (0.009)	0.0017 (0.62)	0.005 (0.008)
Servexp	0.036 (0.40)	-0.151 (0.13)	0.035 (0.46)	-0.14 (0.14)
Deficit	0.37 (0.0069)	0.22 (0.208)	0.37 (0.0068)	0.21 (0.23)
Txinv	7.44 (0.000)	0.57 (0.005)	7.40 (0.000)	0.58 (0.0004)
Open	-0.049 (0.30)	-0.035 (0.58)	-0.047 (0.39)	-0.05 (0.41)
Ldepib	-0.92 (0.69)	-1.40 (0.78)	-1.73 (0.45)	-2.17 (0.63)
Ldepib2	-0.93 (-0.41)	-0.56 (0.81)	-0.54 (0.64)	-0.13 (0.95)
Ldexp	5.6 (0.36)	29.44 (0.08)	5.95 (0.67)	33.87 (0.17)
Ldexp2				
C				
N° Obser	200	200	200	200

N°Pays	10	10	10	10
R squared	0.22	0.12	0.27	0.12
DW	01.87	-	2.002	-
Prob Fisher(1)	0.0002	0.04	0.0008	0.045

(1) la plue-value concernant le système GMM

Les variables de contrôles sont complétées par le ratio de service de la dette aux exportations qui a le signe attendu (négatif) pour son coefficient et non significatif.

Donc, le service de la dette n'a pas d'effet direct sur la croissance pareillement aux résultats de Patillo et al (2002) qui concluent que c'est plutôt l'efficacité ou la qualité de l'investissement et non son volume que pouvait venir l'explication du fait que dans le modèle estimé, le taux d'investissement est inclus comme variable explicative et maintenu constant.

Quant à nos résultats, on dira qu'il n'a pas d'effet direct sur la croissance puisque ses effets peuvent se manifester à travers son impact sur les investissements.

Ainsi, pour confirmer cela, nous allons estimer un modèle d'investissement pour illustrer le lien entre les investissements et le service de la dette (effet d'éviction).

Concernant les coefficients des indicateurs de la dette en valeur nominale ; contrairement aux résultats de Clement et al (2003), nos estimations empiriques montrent qu'il n'a pas forcément une relation non linéaire entre la dette et la croissance car tous les coefficients sont négatifs et n'ont pas le signe attendu.

Donc, l'existence d'un seuil critique qui rendrait la croissance négative s'avère peu probante dans les PPTTE retenus, nous pouvons dire que chaque pays a sa propre politique d'endettement extérieur et peut-être, chaque pays peut avoir son niveau intolérable où la dette peut compromettre ses activités productives et non l'existence d'un seuil critique unique pour tous les pays.

A propos de la théorie du surendettement (debt overhang), il n'a été vérifié dans nos estimations. Son effet désincitatif à travers une taxation marginale de la dette sur les investissements suite à une grande probabilité de l'accroissement de la pression fiscale reste généralement très faible sinon pas évidente.

Cela s'explique dans le fait que le système fiscal des pays pauvres est généralement très mal structuré et ne contribue guère à la croissance économique de ces pays africains.

Une étude^{33(*)} économétrique qui a été réalisée montre que dans les PED, la fiscalité considérée isolément de la dépense publique pénalise la croissance économique et qu'elle la pénalise d'autant plus que la part des taxes assises sur le commerce international est élevée.

Encore, l'accroissement de la pression fiscale dans les pays africains n'a pas d'effet considérable sur les investissements privés car son système fiscal est caractérisé par des exonérations fiscales très élevées, une corruption vive faisant que les recettes publiques soient détournées.

Il sied également de noter que dans les pays pauvres très endettés africains surtout, l'investissement public constitue le moteur principal de la croissance (Clement et al (2003) l'ont démontré empiriquement).

En outre, ils ont de grandes difficultés à prélever l'impôt ; c'est ce qui fait une application difficile des théories de debt overhang dans ces pays.

Une autre étude empirique de Birdsall et al (2001)^{34(*)} montre qu'il n'y avait pas de debt overhang dans les pays pauvres car les transferts nets moyens à destination de ces pays sont restés positifs pendant toute la durée de son étude (1979-1999) en constituant en moyenne 12% du PIB soit environ la moitié des recettes publiques.

Il suffit de pousser très loin des analyses pour voir si le problème de la dette des pays pauvres est le fait d'insolvabilité (le remboursement n'est possible ni aujourd'hui, ni dans le futur) ou d'illiquidités (le débiteur a une difficulté de trésorerie mais pourra payer dans le futur).

III.2. Vérification de la 3ème hypothèse

Elle s'énonce comme ceci : le service de la dette en évinçant les ressources destinées à l'investissement public constitue un frein à la croissance, cette hypothèse décrit ce que la théorie appelle l'effet d'éviction de service de la dette.

Précédemment, nous avons trouvé que le service de la dette n'avait pas d'effet direct sur la croissance ; et pour confirmer que ses effets se manifestent à travers son impact sur les investissements, nous allons modéliser les investissements :

$$T_{inv} = \beta_1 + \phi_1 \text{Open}_{it} + \phi_2 \text{Aide}_{it} + \phi_3 \text{Servexp}_{it} + \phi_4 \text{Dext}_{it} + \phi_5 \text{Dext}_{it}^2 + \epsilon_{it}$$

Dans notre modèle, par manque des données suffisantes sur les investissements publics, nous retenons les investissements totaux surtout que les investissements privés ont une part faible dans le total dans les économies pauvres.

Comme variables explicatives, nous avons retenu le revenu réel par tête d'habitant pour déterminer le niveau de développement économique du pays, l'aide extérieure car elle permet aux gouvernements de réaliser aussi des investissements publics et nous incluons aussi le taux d'ouverture commerciale car elle a une relation positive avec les investissements.

Nous ajoutons aussi le ratio du service de la dette aux exportations et les deux variables indicatives de la dette en valeur nominale pour voir son impact sur les investissements.

Dans ce modèle, nous n'allons qu'utiliser les estimateurs des effets fixes car le problème de biais n'existe plus.

Les résultats sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 5: Impact du service de la dette sur les investissements

Variables	Effets fixes	
AIDE	0.01 (0.03)	0.01 (0.03)
LPNBHAB	4.75 (0.000)	4.71 (0.00)
SERVEXP	-0.01 (0.037)	-0.01 (0.037)
OPEN	0.17 (0.000)	0.17 (0.00)
LDEXP	5.16 (0.000)	-7.1 (0.00)
LDEXP2	-3.53 (0.000)	2.6 (0.006)
LDEPIB	-13.06 (0.016)	-41.28 (0.000)
LDEPIB2		
C		
R squared	0.72	0.73
DW	2.20	2.21
Prob Fisher	0.000	0.0000

Les résultats de ce modèle des investissements paraissent fort intéressants. L'ouverture de l'économie et les apports d'aide extérieure ont des signes attendus et sont significatifs ; cela peut vouloir dire qu'ils semblent doper ou stimuler les investissements. La hausse du revenu réel par habitant motive également l'investissement dans les pays pauvres très endettés africains. Et bien entendu, les variables de la dette en valeur nominale sont aussi significatives.

Cependant, nos résultats confirment l'hypothèse selon laquelle la hausse de service de la dette (à différencier de l'encours de la dette) évince l'investissement et cet effet d'éviction s'amplifie dès lors que le ratio du service de la dette aux exportations croît.

Donc, en moyenne, pour chaque point d'augmentation du service de la dette, l'investissement des pays pauvres est réduit de 0.01 point de pourcentage du PIB. Par ailleurs, il apparaît étonnant que cette réduction soit tellement si minime et cela pouvait signifier que l'investissement dans les pays pauvres très endettés n'a pas été considérablement touché par le poids de la dette extérieure.

CONCLUSION GENERALE

Notre étude tente de donner, dans la mesure du possible une réponse d'analyse sur l'importante question si brûlante qui concernent tous les hommes politiques, les organisations non gouvernementales, les institutions financières et toute les populations pauvres de la terre qu'est l'impact de la dette sur la croissance des économies des pays pauvres.

Elle comporte trois objectifs spécifiques qui premièrement est de vérifier les effets de la dette sur la croissance à travers l'effet d'éviction du service de la dette sur les investissements, puis l'existence d'une relation entre la courbe de Laffer de la dette et la croissance et enfin, de savoir comment cet effet de la dette sur la croissance va se manifester.

Afin de parvenir à nos résultats, nous avons employé un modèle d'équation de la croissance en incluant des indicateurs de la dette en valeur nominale rapporté soit aux exportations soit au PIB et un autre modèle d'équation des investissements en incluant cette fois le ratio du service de la dette aux exportations.

En utilisant les données de panel de 10 PPTE éligibles à l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés pendant la période de 1980 à 2000, nous avons usé deux méthodes économétriques (effets fixes et système GMM) pour tenir compte de certaines variables et des effets spécifiques de chaque pays.

Par conséquent, les principaux résultats auxquels nous avons aboutis se résument en ceci :

Ø Il n'y a pas forcément une relation non linéaire entre la dette extérieure et la croissance des pays pauvres. Ce qui implique qu'il est difficile de déterminer un seuil standard et critique de la dette qui rendrait la croissance négative pour les PPTE.

Mais il est généralement admis qu'un stock considérable et excessif de la dette peut entraver l'effort d'une croissance durable à un certain niveau ;

De ce fait, tous les pays pauvres n'ont pas connu le problème de la dette pour une même cause, c'est à dire que chaque pays peut avoir son seuil respectif où la dette peut rendre la croissance négative car chaque pays a ses propres réalités économiques, ses propres distorsions et même une politique d'endettement idoine pour soi-même ;

Ø L'hypothèse de fardeau excessif de la dette ou du surendettement (debt overhang) ne s'applique pas aux PPTE africains au regard de nos résultats.

Cette théorie qui avance que le flux financier extérieur représente un déterminant positif pour la croissance mais à une limite. Et qu'au-delà de cette limite, le stock excessif de la dette peut dissuader via l'accroissement de la pression fiscale, les réformes gouvernementales ainsi que la croissance économique.

C'est cette théorie qui a comme conséquence la réduction de la dette au-delà de ce seuil pour relancer les économies des pays pauvres très endettés (initiative PPTE).

En revanche, il s'avère que dans les pays pauvres, les réformes fiscales n'ont pas des effets considérables sur la croissance du fait de l'existence des exonérations fiscales très large et une corruption remarquable.

Il semble que les PPTE sont caractérisés non seulement par un niveau élevé de la dette extérieure mais également par leurs médiocres performances économiques, des politiques inadéquates, des gouvernements et des institutions faibles avec une capacité administrative et de gestion très limitée.

C'est ce qui fait que cela s'avère assez dur de savoir si la faible croissance est causée par l'accumulation de la dette et si la dette décourage l'investissement et la bonne action politique et ainsi dissuader la croissance.

Donc, l'évidence économétrique de l'impact négatif de la dette sur la croissance paraît non conclusive et non concluante.

Rappelons tout simplement que cette théorie du surendettement fut développé initialement pour rendre compte des problèmes de la dette extérieure vécus par les pays à revenu intermédiaires ; Dans lesquel pays, le mode de financement extérieur se distingue de celui pauvre et dont la plupart ne se retrouve pas dans les PPTE africains. Ceux-ci n'ont pas d'accès au financement privé.

Du moins la question essentielle serait de savoir si les pays pauvres sont insolvables ou illiquides pour arriver à arbitrer entre réduire la dette ou prêter de nouveau. Selon nos estimations, il ne semble pas un problème d'insolvabilité.

D'où, il est nécessaire et avantageux d'adopter la stratégie de continuer à prêter aux PPTE et ainsi profiter d'un probable retournement de la tendance ;

Ø D'après nos estimations, l'hypothèse d'effet d'éviction du service de la dette sur les investissements dans les PPTE existe mais demeure très faible car pour chaque point d'augmentation du service de la dette, les investissements en général des PPTE décroissent de 0.01 point de pourcentage du PIB.

Donc, à en croire à nos résultats, l'allègement de la dette au titre de l'initiative PPTE n'aura pas d'effet sur les investissements.

Cela se justifie du fait que les PPTE africains dépendent souvent de l'aide extérieure et en considérant qu'ils reçoivent un volume non négligeable des dons et d'importants transferts nets positifs, on ne pourra pas évoquer l'éviction des dépenses publiques par le service de la dette car ce dernier est financé par les dons.

En conséquence, étant donné nos résultats empiriques, les effets de la dette sur la croissance, nous sommes à même de proposer des suggestions aux autorités politiques et économiques des pays pauvres et aux institutions financières internationales qui regorgent tous les créanciers bilatéraux et multilatéraux en ces termes :

Pour la communauté internationale, nous dirons ce qui suit :

Ø De faire des études empiriques très approfondies incluant que des PPTE homogènes pour pouvoir arriver à déceler si le problème est celui de manque des liquidités ou d'insolvabilité. Car avec l'initiative PPTE et sa réduction, rien ne stipule que le problème de la dette va être réglé pour les pays pauvres très endettés surtout africains ;

Ø De ramener les fortunes détenues dans les banques occidentales (dette odieuse) des dictateurs africains constituant des dettes pour le pays à leur profits ou annuler l'équivalent de cette immense somme détournée par ces dictateurs ;

Ø Par rapport à nos résultats, l'aide internationale a un impact sur positif sur la croissance et les investissements mais fiable, alors il serait mieux d'en accroître comme l'ont souhaité les présidents africains lors du quatrième sommet de l'union africaine à Abuja en juillet 2005.

Donc, une additionnalité des transferts dans le cadre de l'aide publique au développement pour stimuler encore la croissance des PPTE.

Et aux pays débiteurs, nous allons suggérer ce qui suit :

Ø La mise en place des réformes économiques qui doivent inciter à investir plus et une intégration des politiques macroéconomiques, fiscales, sectorielle qui doivent changer la tendance de la croissance pour ainsi investir et avoir des ressources afin de bien contrôler les problèmes économiques internes et ainsi prendre le train de processus du développement économique pour une croissance durable ;

Ø Un accroissement des exportations pour ainsi régler durablement cette impasse économique due au manque des recettes en devises dans ces pays.

Cela notamment en diversifiant leur exportation pour éviter d'être vulnérable au choc extérieur.

Et les partenaires commerciaux internationaux doivent faire en sorte que les produits exportés des PPTE africains prennent place aux marchés américains, européens et asiatiques.

Ainsi, avec des recettes d'exportations excessives, les PPTE auront moins de problèmes des devises et plus encore, moins de difficultés pour honorer à échéance le service de la dette.

En définitive comme tout travail, notre étude pourrait avoir des limites inhérentes au traitement des données telles que le manque de la donnée relative aux valeurs actualisées nettes de la dette qui tiennent compte du taux concessionnel dont la plupart des PPTE africains a bénéficiés.

D'où, nos recommandations, interprétations et résultats doivent être pris avec mesure.

PARTIES ANNEXES

1. Estimateur de la Méthode des Moments Généralisés

Le point de départ de cette méthode réside dans l'existence d'une relation théorique que les paramètres considérés doivent satisfaire. L'idée de base est qu'il faut choisir les estimateurs des paramètres de telle sorte qu'ils soient le plus proches de la relation théorique. Ces estimateurs sont choisis pour minimiser la distance pondérée entre les valeurs théoriques et les valeurs observées. Autrement, on introduit un ensemble de paramètres auxiliaires, facilement estimables, et l'on estime les paramètres du modèle à partir de ces estimateurs auxiliaires. Toutefois, s'il on retient un nombre important des paramètres auxiliaires que des paramètres d'intérêts, cela devrait améliorer la précision des estimateurs des moments. Notons que l'estimateur GMM (Generalized method of moments) est robuste au sens où il ne nécessite pas des informations particulières sur la vraie distribution des erreurs.

L'estimateur GMM consiste en une restriction sur les moments, appelée conditions d'orthogonalité : $E(W', X_i) = 0$

(1) Où W' est un vecteur des paramètres auxiliaires, X , un vecteur des paramètres d'intérêts et un vecteur des paramètres inconnus. En notant $G(X, W,)$ la contrepartie empirique de (1), il vient :

$\frac{1}{N} \sum_{i=1}^N W'_i X_i = G(W', X, \theta)$ (2) L'estimateur GMM de est tel que la moyenne empirique $G(X, W',)$ soit aussi proche de zéro. Cet estimateur est alors la valeur de qui minimise la fonction critère suivante : $G'(X, W',) A G(X, W',)$ (3) Où A est une matrice de pondération, de poids ou de distance. Si le système est juste identifié, le nombre des paramètres d'intérêts égale celui des paramètres auxiliaires, la fonction critère (3) est minimisée pour la valeur de vérifiant : $G(X, W',) = 0$ Signalons que de très nombreuses méthodes d'estimation sont des cas particuliers de la méthode des moments généralisés. Ainsi, l'estimateur des moindres carrés ordinaires est un cas particulier de l'estimateur GMM en posant que les variables endogènes et exogènes ne sont pas corrélées avec le terme résiduel.

2. Outputs des estimations

Tableau 6: estimation de within avec dette/pib

Dependent Variable: TXCROIS				
Method: Least Squares				
Date: 01/14/06 Time: 13:17				
Sample(adjusted): 2 200				
Included observations: 196				
Excluded observations: 3 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	18.85207	7.695677	2.449696	0.0153
LPNBHAB(-1)	-2.762817	0.901151	-3.065877	0.0025
TEXCH	0.041704	0.030377	1.372874	0.1715
APD	0.000917	0.003519	0.260655	0.7947
LTXPOP	2.375701	1.907803	1.245255	0.2147
SERVEXP	0.005483	0.043105	0.127198	0.8989
TXINV	0.470486	0.104114	4.518945	0.0000
DEFICIT	0.434792	0.136100	3.194656	0.0017
OPEN	-0.064350	0.049735	-1.293850	0.1974
LDEPIB	-0.577571	2.351299	-0.245639	0.8062
LDEPIB2	-0.933932	1.139759	-0.819412	0.4137
D1	3.555428	3.423063	1.038669	0.3004
D2	-0.451753	3.037599	-0.148720	0.8819
D3	-1.935853	2.539689	-0.762240	0.4469
D4	0.666388	2.934215	0.227109	0.8206
D5	0.172904	2.941162	0.058788	0.9532
D6	-1.176215	2.935830	-0.400641	0.6892
D7	2.794441	3.400393	0.821800	0.4123
D8	-4.933572	3.635712	-1.356975	0.1765
D9	-0.513478	2.986656	-0.171924	0.8637

R-squared	0.275222	Mean dependent var	1.842857
Adjusted R-squared	0.196979	S.D. dependent var	7.585411
S.E. of regression	6.797395	Akaike info criterion	6.767407
Sum squared resid	8132.006	Schwarz criterion	7.101908
Log likelihood	-643.2059	F-statistic	3.517530
Durbin-Watson stat	2.006632	Prob(F-statistic)	0.000005

Tableau 7: estimation de within avec dette/exportation

Dependent Variable: TXCROIS				
Method: Least Squares				
Date: 01/14/06 Time: 13:18				
Sample(adjusted): 2 200				
Included observations: 196				
Excluded observations: 3 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	21.04443	14.65775	1.435721	0.1529
LPNBHAB(-1)	-2.735285	0.904724	-3.023338	0.0029
TEXCH	0.041395	0.030352	1.363813	0.1744
APD	0.000945	0.003519	0.268665	0.7885
LTXPOP	2.379889	1.907609	1.247577	0.2138
SERVEXP	0.005458	0.043098	0.126648	0.8994
TXINV	0.467935	0.104138	4.493412	0.0000
DEFICIT	0.434998	0.136058	3.197142	0.0016
OPEN	-0.061663	0.049817	-1.237803	0.2174
LDEXP	-1.733347	2.285464	-0.758422	0.4492
LDEXP2	-0.368872	1.178106	-0.313106	0.7546
D1	3.637165	3.420753	1.063264	0.2891
D2	-0.390532	3.036333	-0.128620	0.8978
D3	-1.895929	2.539590	-0.746549	0.4563
D4	0.743085	2.935547	0.253134	0.8005
D5	0.212515	2.938622	0.072318	0.9424
D6	-1.096113	2.935062	-0.373455	0.7093
D7	2.904663	3.396796	0.855119	0.3936
D8	-4.856862	3.629710	-1.338086	0.1826
D9	-0.486829	2.983761	-0.163160	0.8706
R-squared	0.275430	Mean dependent var	1.842857	
Adjusted R-squared	0.197209	S.D. dependent var	7.585411	
S.E. of regression	6.796422	Akaike info criterion	6.767120	
Sum squared resid	8129.677	Schwarz criterion	7.101622	
Log likelihood	-643.1778	F-statistic	3.521192	
Durbin-Watson stat	2.007274	Prob(F-statistic)	0.000005	

Tableau 8: Estimation GMM avec dette/pib

Dependent Variable: TXCROIS				
Method: Generalized Method of Moments				
Date: 01/18/06 Time: 09:31				
Sample(adjusted): 3 181				
Included observations: 179 after adjusting endpoints				
No prewhitening				
Bandwidth: Fixed (4)				
Kernel: Bartlett				
Convergence achieved after: 10 weight matrices, 11 total coef iterations				
Instrument list: D(TXCROIS) D(LPNBHAB(-1)) D(TEXCH) D(LTXPOP)				
D(APD) D(SERVEXP) D(DEFICIT) D(TXINV) D(OPEN) D(LDEPIB)				
D(LDEPIB2)				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	29.44941	16.89479	1.743106	0.0831
LPNBHAB(-1)	-4.336943	1.938552	-2.237207	0.0266
TEXCH	0.006446	0.041848	0.154026	0.8778
LTXPOP	2.064860	2.613222	0.790159	0.4305
APD	0.005453	0.002065	2.641009	0.0090
SERVEXP	-0.151259	0.101448	-1.491007	0.1378
DEFICIT	0.228554	0.181099	1.262038	0.2087
TXINV	0.571036	0.160461	3.558730	0.0005
OPEN	-0.035450	0.064594	-0.548820	0.5839
LDEPIB	-1.408378	5.037171	-0.279597	0.7801
LDEPIB2	-0.565325	2.258483	-0.250312	0.8027

R-squared	0.119854	Mean dependent var	1.770391
Adjusted R-squared	0.067464	S.D. dependent var	6.070426
S.E. of regression	5.862083	Sum squared resid	5773.154
Durbin-Watson stat	1.710482	J-statistic	0.045428

Tableau 9: Estimation GMM avec dette/export

Dependent Variable: TXCROIS				
Method: Generalized Method of Moments				
Date: 01/18/06 Time: 09:32				
Sample(adjusted): 3 181				
Included observations: 179 after adjusting endpoints				
No prewhitening				
Bandwidth: Fixed (4)				
Kernel: Bartlett				
Convergence achieved after: 12 weight matrices, 13 total coef iterations				
Instrument list: D(TXCROIS) D(LPNBHAB(-1)) D(TEXCH) D(LTXPOP) D(APD) D(SERVEXP) D(DEFICIT) D(TXINV) D(OPEN) D(LDEXP) D(LDEXP2)				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	33.81051	24.60346	1.374218	0.1712
LPNBHAB(-1)	-4.470962	1.959561	-2.281613	0.0238
TEXCH	0.008734	0.041198	0.211999	0.8324
LTXPOP	2.133572	2.581795	0.826391	0.4098
APD	0.005301	0.002003	2.647066	0.0089
SERVEXP	-0.147657	0.102043	-1.447013	0.1498
DEFICIT	0.213474	0.180485	1.182783	0.2386
TXINV	0.582907	0.161716	3.604503	0.0004
OPEN	-0.054244	0.066484	-0.815901	0.4157
LDEXP	-2.176813	4.542123	-0.479250	0.6324
LDEXP2	-0.132237	2.568427	-0.051486	0.9590
R-squared	0.124803	Mean dependent var	1.770391	
Adjusted R-squared	0.072708	S.D. dependent var	6.070426	
S.E. of regression	5.845578	Sum squared resid	5740.692	
Durbin-Watson stat	1.719906	J-statistic	0.045930	
Dependent Variable: TXINV				
Method: Least Squares				
Date: 01/20/06 Time: 22:10				
Sample: 1 200				
Included observations: 200				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-13.06925	5.126555	-2.549325	0.0116
AIDE	0.001213	0.002471	-2.490712	0.0342
LPNBHAB	4.761445	0.590170	8.067921	0.0000
SERVEXP	-0.011298	0.030338	2.372409	0.0370
OPEN	0.172154	0.031111	5.533475	0.0000
LDEPIB	-7.155756	1.523858	-4.695816	0.0000
LDEPIB2	2.611271	0.747353	3.494028	0.0006
D1	4.959196	2.115953	2.343717	0.0202
D2	0.206611	2.012250	0.102677	0.9183
D3	4.753549	1.666340	2.852688	0.0048
D4	3.683322	1.939713	1.898900	0.0591
D5	0.501738	1.993377	0.251703	0.8016
D6	4.029906	1.909829	2.110088	0.0362
D7	11.26193	2.094612	5.376617	0.0000
D8	11.48801	2.344449	4.900088	0.0000
D9	2.385389	1.992298	1.197305	0.2327
R-squared	0.735212	Mean dependent var	17.32150	
Adjusted R-squared	0.713626	S.D. dependent var	9.222285	
S.E. of regression	4.935210	Akaike info criterion	6.107286	
Sum squared resid	4481.558	Schwarz criterion	6.371151	
Log likelihood	-594.7286	F-statistic	34.05964	
Durbin-Watson stat	2.206456	Prob(F-statistic)	0.000000	
Dependent Variable: TXINV				
Method: Least Squares				
Date: 01/20/06 Time: 22:11				
Sample: 1 200				
Included observations: 200				

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-41.28530	9.746545	-4.235891	0.0000
AIDE	0.001228	0.002474	-2.496247	0.0320
LPNBHAB	4.758744	0.591126	8.050309	0.0000
SERVEXP	-0.011315	0.030377	2.372493	0.0370
OPEN	0.171222	0.031179	5.491518	0.0000
LDEXP	5.166659	1.497983	3.449076	0.0007
LDEXP2	-3.539599	0.762927	-4.639501	0.0000
D1	4.903493	2.117539	2.315656	0.0217
D2	0.150129	2.013271	0.074570	0.9406
D3	4.730356	1.668171	2.835655	0.0051
D4	3.658096	1.943219	1.882492	0.0613
D5	0.441447	1.993969	0.221391	0.8250
D6	3.980266	1.911292	2.082500	0.0387
D7	11.19431	2.095342	5.342473	0.0000
D8	11.42606	2.345772	4.870918	0.0000
D9	2.340733	1.993862	1.173969	0.2419
R-squared	0.734529	Mean dependent var		17.32150
Adjusted R-squared	0.712887	S.D. dependent var		9.222285
S.E. of regression	4.941571	Akaike info criterion		6.109862
Sum squared resid	4493.118	Schwarz criterion		6.373727
Log likelihood	-594.9862	F-statistic		33.94045
Durbin-Watson stat	2.210681	Prob(F-statistic)		0.000000

LES STATISTIQUES DESCRIPTIVES

	APD	DEFICIT	DEPIB	DEPIB2	DEXP	DEXP2	OPEN	PNBHAB	SERVEXP	TEXCH	TXCROIS	TXINV	TXPOP
Mean	227.7450	-5.155500	86.48500	2445.040	394.1650	109.4400	57.10000	752.1500	18.16400	89.58835	1.786000	17.32150	2.705000
Median	183.5000	-4.250000	68.00000	1035.500	321.5000	46.50000	50.00000	297.5000	14.00000	89.50000	2.100000	14.90000	3.000000
Maximum	2034.000	6.100000	243.0000	46099.00	2147.000	589.0000	160.0000	5100.000	112.0000	180.3000	34.40000	59.70000	15.00000
Minimum	35.00000	-26.90000	16.00000	45.00000	67.00000	2.000000	5.000000	80.00000	0.100000	7.900000	-50.20000	1.800000	-21.00000
Std. Dev.	200.0568	4.874729	59.02593	4626.440	299.3147	144.2802	25.43017	1094.666	15.37000	20.02649	7.551785	9.222285	2.024467
Skewness	4.699553	-1.058228	1.085566	5.640847	2.076604	1.811527	1.409821	2.488725	2.378966	0.485244	-0.758504	1.613233	-6.960521
Kurtosis	36.94112	4.883159	3.228515	45.93284	9.861182	5.247823	5.538105	8.092166	12.30248	6.260334	16.08036	6.363473	101.8979
Jarque-Bera	10336.19	66.88059	39.71695	16420.88	536.0412	151.4936	119.9364	422.5430	909.7834	96.43019	1444.977	181.0253	83121.61
Probability	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000
Observations	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200

LA MATRICE DES CORRELATIONS

	APD	DEFICIT	DEPIB	DEPIB2	DEXP	DEXP2	OPEN	PNBHAB	SERVEXP	TEXCH	TXCROIS	TXINV	TXPOP
APD	1.000000	-0.196527	0.434168	0.144966	0.305313	0.421004	-0.103610	-0.288980	0.081268	-0.218194	-0.041200	-0.242136	-0.010125
DEFICIT	-0.196527	1.000000	-0.424584	-0.103089	-0.245565	-0.387639	-0.021618	0.166950	-0.132152	0.347015	0.240261	-0.091087	-0.019489
DEPIB	0.434168	-0.424584	1.000000	0.199662	0.410691	0.969053	0.407233	-0.045708	0.077639	-0.155415	-0.222427	0.096683	0.048765
DEPIB2	0.144966	-0.103089	0.199662	1.000000	0.911166	0.160424	-0.300189	-0.206215	0.493774	0.028556	-0.165918	-0.238545	0.060278
DEXP	0.305313	-0.245565	0.410691	0.911166	1.000000	0.343043	-0.359317	-0.325363	0.500594	-0.032320	-0.192474	-0.311957	0.029297
DEXP2	0.421004	-0.387639	0.969053	0.160424	0.343043	1.000000	0.399498	-0.100248	0.013353	-0.110122	-0.193507	0.067504	0.043147
OPEN	-0.103610	-0.021618	0.407233	-0.300189	-0.359317	0.399498	1.000000	0.491426	-0.291591	0.088122	-0.018215	0.622178	0.074856
PNBHAB	-0.288980	0.166950	-0.045708	-0.206215	-0.325363	-0.100248	0.491426	1.000000	-0.140557	0.054086	-0.001504	0.608742	0.082350
SERVEXP	0.081268	-0.132152	0.077639	0.493774	0.500594	0.013353	-0.291591	-0.140557	1.000000	-0.184582	-0.038739	-0.104001	0.007328
TEXCH	-0.218194	0.347015	-0.155415	0.028556	-0.032320	-0.110122	0.088122	0.054086	-0.184582	1.000000	0.139766	-0.078412	0.164242
TXCROIS	-0.041200	0.240261	-0.222427	-0.165918	-0.192474	-0.193507	-0.018215	-0.001504	-0.038739	0.139766	1.000000	0.181904	0.157631
TXINV	-0.242136	-0.091087	0.096683	-0.238545	-0.311957	0.067504	0.622178	0.608742	-0.104001	-0.078412	0.181904	1.000000	0.106495
TXPOP	-0.010125	-0.019489	0.048765	0.060278	0.029297	0.043147	0.074856	0.082350	0.007328	0.164242	0.157631	0.106495	1.000000

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. BANQUE MONDIALE (1998), **Rapport sur le développement dans le monde 2000/01 : combattre la pauvreté**, Editions Eska, Paris
2. BERNARD & COLI (1996), **Dictionnaire économique et financier**, 2^{ème} édition du Seuil, Paris
3. BIRDSAL et AL (2001), **Will HIPC matter? Debt Game and Donor behavior in Africa**, UNU/Wider development conference on Debt relief, 17-18 août, Helsinki, Finland
4. BONGOY (2005), **Théories de l'économie et des Finances publiques**, cours en licence, Faseg, UNIKIN,
5. BOOTE A & THUGGE K(1999), **Allègement de la dette des pays à faible revenu : l'initiative PPTE**, FMI, Washington
6. CHAVAGNEUX (2001), **La lutte contre la pauvreté ; les enjeux politiques d'un slogan**, Politique africaine, n°82, juin
7. CLEMENTS et AL (2003), **External Debt, Public Investment and Growth in Low-incomes countries**, IMF, Working Paper, WP/03/249, december
8. CONTE B (2003), **les origines de la crise de la dette extérieure**, Université de Bordeaux,
9. DETTE & DEVELOPPEMENT (2002) : **La dette des pays du sud et le financement du développement**, ISSN, Paris

10. DE VRIES (1988), **Gestion de la dette extérieure**, Bulletin du FMI, Washington, Vol 14 n°2
11. FMI (2003), **Cours de Programmation Financière**, Washington, Institut Du FMI
12. GANIASSE, E (1994), **Economie de l'endettement international : théorie et politiques**, PUF, Paris
13. KREMER ET JAYACHANDRA (2002), **La dette odieuse**, Finance e Développement, FMI, juin
14. KRUGMAN (1989), **Financing vs forgiving a debt overhang**, NBER, Working paper, n°2586
15. LARDIC et MIGNON (2003), **Econométrie des séries temporelles des données financières et macroéconomiques**, Economica, Paris
16. MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES (France) (2005) , **Afrique au sud du Sahara, Mobiliser des ressources fiscales pour le développement**, une étude menée conjointement par le CERDI et une équipe d'experts douaniers et fiscaux de l'ADETEF et du ministère des Finances sous la direction de Chambas en 2004, Paris
17. PIRIOU, JP (2003), **Lexique des sciences économiques et sociales**, Découvertes, 6^{ème} édition, Paris
18. RAFFINOT M (1993), **La dette des tiers du monde**, la découverte, collection repère, Paris
19. RAFFINOT M (1991), **Dette extérieure et Ajustement structurel**, Edicef/Aupelf, Paris
20. SABAN P (2003) **Econométrie des variables qualitatives**, Dunod, Paris
21. SEVESTRE P (2002), **Econométrie des données de Panel**, Dunod, Paris
22. YAPO, L (2001), **Les déterminants de l'endettement extérieur des PPTE : Cas de la côte d'ivoire**, WIDER, Helsinki,

TABLES DES MATIÈRES

[INTRODUCTION GENERALE 1](#)

[1. Problématique 1](#)

[2. Hypothèse de l'étude 3](#)

[3. Intérêt du sujet 3](#)

[4. Objectifs spécifiques de l'étude 4](#)

[5. Approche et Méthodologie 4](#)

[6. Revue de la littérature 5](#)

[7. Canevas de l'étude 7](#)

[I. ANALYSE CONCEPTUELLE & THEORIQUE SUR LA DETTE EXTERIEURE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE 8](#)

[I.1 Définition des Concepts 8](#)

[I.2. Analyse théorique sur la dette extérieure et la croissance 12](#)

[I.2.1. Généralités 12](#)

[I.2.2. Dette extérieure et croissance : Théorie économique 13](#)

[I.2.3. Les mobiles de l'endettement extérieur 14](#)

[I.3.Le problème du surendettement extérieur : Théories 17](#)

[I.4. Initiatives en la matière 20](#)

[Initiative PPTE 20](#)

[II. CARACTERISTIQUES DE LA DETTE EXTERIEURE ET PERFORMANCES ECONOMIQUES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE 23](#)

[II.1. Les origines de la crise de la dette des PED 23](#)

[II.2. Caractéristiques et évolution de la dette des PED 25](#)

[II.3. Les performances économiques en Afrique subsaharienne 32](#)

[III VERIFICATION EMPIRIQUE DES HYPOTHESES RETENUES 36](#)

[III.1. Vérification de la 1^{ère} et 2^{ème} Hypothèse 36](#)

[1.1. Présentation du modèle et des variables 36](#)

[1.2. Les estimateurs du modèle 38](#)

[1.3. Les données 39](#)

[1.4. Résultats et interprétations économiques 40](#)

[III.2. Vérification de la 3^{ème} hypothèse 45](#)

[CONCLUSION GENERALE 48](#)

[PARTIES ANNEXES 53](#)

[1. Estimateur de la Méthode des Moments Généralisés 53](#)

[2. Outputs des estimations 54](#)

[REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES 62](#)

[TABLES DES MATIÈRES 64](#)

¹ Dette & Développement (2002) : **La dette des pays du sud et le financement du développement**, ISSN, Paris, P 3

² [http:// www.imf.org/external/np/facts/hipc.htm](http://www.imf.org/external/np/facts/hipc.htm).

³ BONGOY(2005), **Théories de l'économie et des Finances publiques**, cours en licence, Faseg, UNIKIN,

⁴ BERNARD & COLI (1996) **Dictionnaire économique et financier**, 2^{ème} édition du Seuil, Paris, PP359

⁵ idem

⁶ PIRIOU, JP(2003), **Lexique des sciences économiques et sociales**, Découvertes, 6^{ème} édition, Paris, pp47

⁷ GANIASSE,E (1994) **Economie de l'endettement international : théorie et politiques**, PUF, Paris, pp23

⁸ YAPO, Léonce, **Les déterminants de l'endettement extérieur des PPTE :Cas de la côte d'ivoire**, WIDER, Helsinki, pp25

⁹ FMI(2003), **Cours de Programmation Financière**, Washington, Institut Du FMI, pp67

¹⁰ DE VRIES(1988), **Gestion de la dette extérieure**, Bulletin du FMI, Washington, Vol 14 n°2, pp23

¹¹ FMI, Opcit

¹² GANIASSE E, **Opcit**

¹³ KRUGMAN (1989) **Financing vs forgiving a debt overhang**, NBER, Working paper.n°2586

¹⁴ CLEMENTS et AL (2003) **External Debt, Public Investment and Growth in Low-incomes countries**, IMF, Working Paper, WP/03/249, december

¹⁵ YAPO Léonce, **Opcit**

¹⁶ BOOTE A & THUGGE K(1999) **Allègement de la dette des pays à faible revenu : l'initiative PPTE**, FMI, Washington, pp4

¹⁷ RAFFINOT M (1991), **Dette extérieure et Ajustement structurel**, Edicef/Aupelf, Paris, ppp39

¹⁸ CONTE B(2003) **les origines de la crise de la dette extérieure**, université de Bordeaux, pp4

¹⁹ CHAVAGNEUX (2001) **La lutte contre la pauvreté ; les enjeux politiques d'un slogan**, Politique africaine, n°82, juin, pp121-123

²⁰ RAFFINOT M (1993), **La dette des tiers du monde**, la découverte , collection repère, Paris, pp78

²¹ DETTE & DEVELOPPEMENT (2002), **Opcit**

²² Kremer et Jayachandra (2002) **La dette odieuse**, Finance e Développement, FMI, juin, pp22

²³ Roote et Thugge (1999) **Opcit**

²⁴ Indice du développement Humain du PNUD

²⁵ Les différents exemples par pays sont disponible sur le site web : <http://www.izf.net/EE/pro/pays/3061.asp>

²⁶ Banque mondiale (1998), **Rapport sur le développement dans le monde 2000/01 : combattre la ,pauvreté**, Editions Eska, Paris, pp89

²⁷ voir la fiche technique du FMI pour chaque pays sur [ww.imf.org/external/np/exr/facts/prgf.htm](http://www.imf.org/external/np/exr/facts/prgf.htm)

²⁸ Voir annexe pour plus de détail

²⁹ SABAN P (2003) **Econométrie des variables qualitatives**, Dunod, Paris, PP49

³⁰ LARDIC et MIGNON (2003), **Econométrie des séries temporelles des données financières et macroéconomiques**, Economica, Paris, pp315

³¹ SEVESTRE P (2002), **Econométrie des données de Panel**, Dunod, Paris, pp149

³² Données disponibles sur <http://unstats.un.org/unsd/>

³³ MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES (France) (2005) , **Afrique au sud du Sahara, Mobiliser des ressources fiscales pour le développement**, une étude menée conjointement par le CERDI et une équipe d'experts douaniers et fiscaux de l'ADETEF et du ministère des Finances sous la direction de Chambas en 2004, Paris, PP21

³⁴ BIRDSAL et AL (2001), **Will HIPC matter? Debt Game and Donor behavior in Africa**, UNU/Wider development conference on Debt relief, 17-18 août, Helsinki, Finland